

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201510]

13 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant conditions sectorielles relatives aux parcs d'éoliennes d'une puissance totale supérieure ou égale à 0,5 MW, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3 à 5, 7 à 9, 17, 55, § 1^{er}, et 83;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.717/4, donné le 6 janvier 2014 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la Décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009, relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, imposant à la Belgique une obligation de diminution des émissions de gaz à effet de serre, pour 2020, de 21 % pour le secteur ETS (industries lourdes, énergies...) et de 15 % pour le secteur non ETS (résidentiel, agriculture...) par rapport aux niveaux d'émission de 2005;

Considérant la Directive 2009/28/CE du Parlement et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant et abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, imposant aux Etats membres des objectifs contraignants et mesures concernant l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, qui impose à la Belgique d'augmenter sa production d'énergie, produite à partir de sources renouvelables, à concurrence de 13 % de sa consommation finale en énergie en 2020;

Considérant que les obligations précitées de diminution des émissions de gaz à effet de serre et d'augmentation de la production des énergies issues de sources renouvelables, sont réparties entre les trois Régions et le fédéral;

Considérant que le Gouvernement wallon s'est engagé, à travers sa Déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014 à tendre à l'horizon 2020 à 20 % de la consommation finale d'énergie par des sources renouvelables;

Considérant que le Gouvernement wallon a, en conséquence, adopté en date du 11 juillet 2013 le « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Wallonie », lequel fixe les orientations stratégiques en terme de développement de projets éoliens à un objectif de production d'électricité de 3 800 GWh d'ici 2020;

Considérant, au vu des éléments exposés ci-avant, que le déploiement du parc éolien en Wallonie constitue une nécessité, destinée à répondre à un engagement de production d'énergie renouvelable et que, de ce fait, les parcs éoliens constituent des projets d'intérêt public, venant en soutien ou en remplacement de sources d'énergie plus attentatoires à l'environnement; que cet intérêt public est par ailleurs marqué par la nécessité de garantir à la Wallonie un approvisionnement énergétique suffisant et indépendant;

Considérant qu'il s'impose tout à la fois de rencontrer durablement les intérêts énergétiques, économiques et environnementaux de la Région wallonne ainsi que les intérêts de ses habitants;

Considérant la circulaire GDF-03 du 12 juin 2006 de la Direction générale Transports aériens du SPF Mobilité et Transports, relative au balisage des obstacles aériens;

Considérant la norme de la Commission électrotechnique internationale CEI 61400 relative aux aérogénérateurs et ses normes dérivées;

Considérant la Recommandation du Conseil de l'Europe, du 12 juillet 1999, relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz), publiée au *Journal Officiel de l'Union européenne* le 30 juillet 1999;

Considérant que tous les établissements classés sont soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et notamment au chapitre VII - Bruit -; que ce dernier a été rédigé de manière à pouvoir s'appliquer à une majorité d'établissements industriels; qu'il impose à un établissement classé une limite de niveau sonore de 40 dBA durant la nuit lorsque la mesure à l'immission est effectuée en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural;

Considérant que tout établissement classé est asservi aux objectifs de la protection de l'environnement du fait de son exploitation; qu'il est donc nécessaire de pourvoir les activités et installations de production d'énergie éolienne de conditions d'exploitations adaptées; qu'il s'impose dès lors d'établir des conditions sectorielles d'exploitation imposant, pour les éoliennes, des normes maximales de bruit à l'immission;

Qu'à ce titre, s'il apparaît judicieux de conserver la philosophie qui avait présidé à l'adoption des conditions générales, il importe néanmoins de s'en écarter de façon marginale pour encadrer au plus juste l'exploitation des établissements en question;

Considérant que les conditions générales précisent des conditions de mesures destinées à garantir la qualité et la reproductibilité de celles-ci; qu'il est, par exemple, nécessaire de s'affranchir des perturbations acoustiques liées au vent, en raison des deux facteurs suivants :

- le vent fort induit des bruits élevés sur les structures de l'environnement (arbres, bâtiments) et ces bruits s'ajoutent à la mesure et la perturbent;
- le vent modifie la propagation des ondes sonores et donc le niveau perçu selon sa Direction;

Considérant, que, dans le but d'éviter de biaiser exagérément les mesures par ces effets parasites, les conditions générales prévoient que les mesures sonométriques ne peuvent être réalisées en cas de précipitations ou lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s;

Considérant que les éoliennes émettent un bruit progressivement plus élevé lorsque la vitesse du vent augmente; que restreindre la norme de bruit applicable aux éoliennes aux faibles vitesses de vent ne rendrait pas compte des niveaux sonores qu'elles peuvent engendrer en fonctionnement normal, c'est-à-dire lorsque le vent souffle suffisamment; que les conditions générales n'ont manifestement pas été rédigées en tenant compte de la spécificité des éoliennes; qu'il en résulte que les limites de niveaux sonores prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 précité ne sont pas adaptées à la gestion du bruit des éoliennes;

Considérant que lorsque le vent possède une faible vitesse (< 5 m/s, le démarrage d'une éolienne se produisant à partir d'une vitesse de vent comprise entre 3 et 4 m/s), le bruit généré par la machine est insuffisant pour être émergent dans le bruit ambiant; que, de même, lorsque le vent possède une vitesse élevée (> 10 m/s), le bruit généré par l'ambiance (bruit propre du vent ou bruit généré par le vent au droit des obstacles bâtis ou non bâtis) devient prédominant par rapport à celui de la machine et, de nouveau, le bruit de la machine n'est pas émergent dans l'ambiance sonore;

Considérant par contre que lorsque le vent développe une vitesse comprise entre 7 et 9 m/s, le bruit de l'éolienne se distingue au sein du bruit ambiant et ce, de façon maximale;

Considérant qu'il fut tenu compte de ce plafond, au sein de l'ambiance sonore, du bruit généré par les éoliennes par le cadre de référence pour les éoliennes, adopté en juillet 2002, lequel s'inspire, en termes de bruit, des normes hollandaises; que l'autorité compétente, en prescrivant des conditions particulières pour le bruit dans les permis éoliens, s'est inspirée, pendant plusieurs années, de cette méthodologie hollandaise définie dans le cadre de référence de 2002;

Considérant cependant que, dans son arrêt n° 222.592 du 21 février 2013, Dumont et consorts ainsi que dans des arrêts subséquents rendus dans les mêmes termes, le Conseil d'Etat stipule que des valeurs limites fixées par conditions particulières qui s'écarteraient des valeurs limites fixées par les conditions générales précitées, dont celle de 40 dBA la nuit seraient illégales; qu'en effet la dérogation aux conditions générales ne peut se trouver que dans un arrêté portant conditions sectorielles; que l'arrêt du Conseil d'Etat rappelle qu'un arrêté qui fixerait des conditions sectorielles s'écarterant des conditions générales devrait être motivé à cet égard;

Considérant que, dans ses arrêts n° 225.194 du 22 octobre 2013 et n° 225.439 du 12 novembre 2013, le Conseil d'Etat précise que « si le Gouvernement estime que les conditions générales, étant applicables, ne sont pas adaptées à l'exploitation des éoliennes, il a alors l'obligation d'arrêter des conditions sectorielles pour l'exploitation de cette catégorie d'établissements, aptes à atteindre les objectifs visés audit article 2 »;

Considérant que les objectifs visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont principalement d'« assurer, dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution, la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou in directement, pendant ou après l'exploitation »; qu'en son alinéa 2, l'article 2 précise que le décret vise notamment « à contribuer à la gestion rationnelle, entre autres, de l'énergie »;

Considérant que l'augmentation du parc éolien en Wallonie constitue une nécessité destinée à répondre à un engagement de production d'énergie renouvelable et que, de ce fait, les parcs éoliens constituent donc des projets d'intérêt public; que les orientations stratégiques du Gouvernement régional en matière de développement de projets éoliens confèrent à ceux-ci une importance dont les normes environnementales doivent tenir compte;

Considérant, au vu des éléments exposés ci-avant, qu'il apparaît nécessaire d'adapter les valeurs d'immission relatives aux éoliennes;

Que par ailleurs, des conditions de mesure du bruit des éoliennes pourront également être arrêtées par le Ministre de l'Environnement;

Considérant que si des études spécifiques au bruit éolien mettent en évidence une gêne supérieure liée à ce bruit en raison de son caractère modulé en amplitude, encore s'impose-t-il de rappeler que le fonctionnement des éoliennes est lié à la présence de vent; que celle-ci est intermittente; que, de ce fait, les éoliennes ne fonctionnent qu'une partie du temps et moins de 10 % de celui-ci à leur puissance nominale; que, par conséquent le bruit des éoliennes n'est pas présent en permanence la nuit; que la gêne est moindre qu'un bruit qui serait présent toutes les nuits, tout au long de l'année; que ce facteur réduit le surcroît de gêne dû à la modulation du bruit des éoliennes;

Considérant que le rapport du Conseil supérieur de la Santé (2013) préconise le respect des normes OMS, dont la valeur de nuit de 40 dBA, en moyenne annuelle et à l'extérieur des habitations, sans toutefois préciser le paramètre auquel cette norme s'applique;

Considérant par ailleurs, que l'OMS préconise le respect d'une valeur de 45 dBA en niveau de bruit continu équivalent à l'extérieur des habitations, en moyenne sur la nuit de 8 heures; qu'étant donné l'intermittence du fonctionnement des éoliennes, cette valeur en moyenne annuelle et la valeur de 45 dBA en niveau de bruit continu équivalent sont aisément respectées par l'application des normes proposées dans les présentes conditions sectorielles;

Considérant que le rapport d'incidences sur l'environnement de la carte positive de référence traduisant le cadre de référence actualisé relatif au grand éolien en région wallonne de juin 2013 propose l'adoption de valeurs nocturnes limites, la nuit, de 40 dBA en conditions estivales et de 43 dBA hors conditions estivales, applicables au niveau d'évaluation du bruit spécifique éolien;

Considérant que le présent arrêté reprend cette proposition en la précisant; qu'il y a lieu d'entendre « par période estivale », la période lorsque la température, à 22 heures, atteint 16 degrés centigrades à la station météorologique la plus proche; que cette distinction se justifie par le fait que les fenêtres des chambres à coucher sont plus généralement fermées dans les mois les plus froids; que les niveaux de bruit éoliens les plus élevés sont constatés pour des périodes de vent important, associées à des conditions météorologiques perturbées, durant lesquelles l'on ne souhaite généralement pas maintenir les fenêtres ouvertes et encore moins être à l'extérieur d'une habitation; que, par ailleurs, la période estivale est la période la moins venteuse et donc qui engendre une moindre production éolienne; que cette même période est également celle où les riverains sont les plus à même de dormir fenêtres ouvertes; que cette période rencontre donc à la fois la préoccupation de protection environnementale des riverains et la préoccupation environnementale d'atteinte des objectifs de production renouvelable fixés par la Région wallonne;

Considérant que les limites respectives de 40 et 43 dBA sont conformes, et même plus strictes, que les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé de 1999 et 2009, tant celles émises pour le bruit à l'extérieur d'une chambre fenêtre ouverte (45 dBA), que celles relatives au bruit à l'intérieur de la chambre (30 dBA); que des niveaux de 43 dBA à l'extérieur des chambres à coucher sont cohérentes avec un niveau sonore de 30 dBA à l'intérieur des chambres à coucher en tenant compte de la diminution du niveau sonore de 15 dBA la fenêtre entrouverte; que ces recommandations ne sont toutefois pas spécifiques au bruit des éoliennes;

Considérant que les limites précitées constituent donc un bon équilibre entre les préoccupations de santé publique et le développement éolien;

Considérant, par ailleurs, qu'il doit pouvoir être dérogé aux nouvelles valeurs limites lorsqu'un bruit de fond important, tel par exemple celui présent à proximité des réseaux de transport, est constaté par suite d'une étude acoustique effectuée par un laboratoire ou un organisme agréé; qu'en effet, le niveau de bruit émis par l'éolienne, étant alors masqué par le bruit de fond, peut dans ce cas approcher sensiblement ce niveau du bruit de fond sans causer de nuisance sonore supplémentaire au voisinage; que maintenir des valeurs limites applicables aux éoliennes inférieures au bruit de fond serait dès lors disproportionné;

Considérant que la limite de niveau sonore de 43 dBA proposée pour le bruit nocturne en dehors des conditions estivales est supérieure à celle des conditions générales (40 dBA);

Considérant néanmoins que l'écart de 3 dBA est marginal puisqu'il correspond au seuil de perception de l'augmentation du niveau sonore par l'oreille humaine, tandis que les nouvelles conditions en matière de bruit offrent une protection de l'environnement et de la santé humaine mieux ajustée, affinée en fonction des conditions climatiques; que l'on a rappelé en outre que le niveau de protection de l'homme et de l'environnement demeure élevé;

Considérant que le cadre de référence éolien adopté par le Gouvernement wallon en juillet 2013 prévoit par ailleurs de nombreuses conditions permettant de limiter les nuisances de ces installations, notamment en ce qui concerne les distances d'implantation; que l'on a aussi rappelé l'intérêt public du déploiement éolien pour la Région;

Considérant que le principe du standstill environnemental est assuré par une balance entre, d'une part, un léger assouplissement des normes acoustiques et, d'autre part, les bénéfices au niveau de l'utilisation réduite des combustibles fossiles et la réduction des émissions de CO₂;

Considérant qu'il est donc justifié de revoir ces valeurs limites de niveau de bruit en tenant compte des spécificités du bruit éolien; qu'il y a donc lieu de s'écarter des articles 24 et 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de les remplacer par les dispositions du présent arrêté, en ce qui concerne les normes acoustiques applicables aux éoliennes;

Considérant, en ce qui concerne les habitations situées en zones d'activités économiques ou à proximité de celles-ci, les normes sont conformes aux conditions générales. Toutefois, les développeurs viseront à minimiser les nuisances sonores supplémentaires qui pourraient résulter de l'implantation du projet éolien;

Considérant que les présentes conditions sectorielles tiennent compte des meilleures technologies disponibles dans la mesure où les valeurs limites ont été fixées en prenant en considération, d'une part, les éoliennes les plus performantes disponibles actuellement sur le marché (notamment en termes d'émissions sonores et de possibilités de moduler ses émissions en fonction de paramètres divers, comme p.ex. la saison, la période de la journée, les conditions météorologiques, etc.) et, d'autre part, des outils et méthodes prévisionnels et de contrôle des émissions et immissions sonores les plus évolués qui existent actuellement au niveau international (recommandations OMS, normes ISO 1996-2 et IEC 61400-11, etc.);

Considérant que, suivant l'article 9 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, « Lorsqu'il arrête, modifie ou complète des conditions générales, sectorielles ou intégrales, le Gouvernement précise le délai dans lequel les nouvelles conditions s'appliquent aux établissements existants. A défaut de précision, les nouvelles conditions ne s'appliquent qu'aux établissements autorisés ou déclarés postérieurement à leur entrée en vigueur »;

Considérant que les présentes conditions sectorielles doivent également s'appliquer aux parcs éoliens existants tels que définis dans le présent arrêté;

Considérant qu'il est nécessaire de laisser un certain délai aux parcs éoliens existants afin de se conformer à la nouvelle norme;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux parcs d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 0,5 MW électrique, visés aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° extension d'un parc d'éoliennes : tout parc d'éoliennes implanté à proximité d'un parc existant, de telle sorte que la distance entre le centre des mâts des éoliennes les plus proches, appartenant respectivement à chacun de ces groupes nouveau et existant, est inférieure ou égale à 14 fois le diamètre de giratoire moyen des éoliennes;

2° cabine de tête : installation réalisant la liaison entre les câbles acheminant l'électricité produite par les éoliennes, en moyenne tension, et le câble de connexion au poste de raccordement au réseau électrique; la ou les cabines de tête font partie intégrante du parc d'éoliennes;

3° rayon de giratoire : distance définie entre l'axe du moyeu du rotor et l'extrémité d'une pale;

4° diamètre de giratoire : le double du rayon de giratoire;

5° hauteur totale de l'éolienne : distance séparant la base du mât au niveau du sol à l'extrémité de la pale lorsque celle-ci se trouve à l'apogée de sa rotation;

6° vitesse nominale : vitesse de rotation de l'éolienne qui correspond à la puissance maximale de la machine, telle que prévue par le constructeur;

7° vitesse de décrochage : vitesse maximale du vent, fixée par le constructeur, au-delà de laquelle l'éolienne est automatiquement arrêtée, pour des raisons de sécurité;

8° survitesse : vitesse de rotation des parties tournantes de la machine supérieure à la valeur maximale indiquée par le constructeur;

9° distance d'effet maximale de l'éolienne : distance de projection d'une pale entière, en cas de rupture, pour une survitesse correspondant au double de la vitesse nominale de rotation;

10° niveau $L_{Aeq,1h}$: niveau de pression acoustique pondéré A d'un son continu stable qui, au cours d'une période d'une heure, aurait la même pression acoustique quadratique moyenne que le son considéré dont le niveau varie en fonction du temps;

11° niveau de bruit de fond : la valeur de la classe d'occurrence du $L_{Aeq,1h}$, dépassée 90 % du temps pour l'ensemble de la période de mesures en l'absence de bruit éolien;

12° fonctionnaires chargés de la surveillance : les agents visés par l'article R87 du Livre Ier du Code wallon de l'Environnement;

13° mise en service de l'éolienne : injection de l'énergie produite dans le réseau;

14° parc d'éoliennes existant : un parc d'éoliennes dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

15° habitat : construction durable destinée à la résidence qu'elle soit permanente, secondaire ou occasionnelle.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Les éoliennes sont conformes à la norme de la Commission électrotechnique internationale CEI 61400 relative aux aérogénérateurs et ses normes dérivées L'exploitant tient à disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la conformité des éoliennes à la norme précitée.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 4. Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable entretenue; les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Art. 5. En dehors des besoins pour la maintenance, aucun dispositif d'éclairage ne peut être allumé durant la nuit au pied de l'éolienne, ni à ses abords.

Art. 6. Seules les personnes dûment autorisées par l'exploitant ou un de ses délégués peuvent avoir accès à l'intérieur des éoliennes.

Art. 7. Les accès à l'intérieur de chaque éolienne, aux postes de transformation externes éventuels et à la cabine de tête sont maintenus fermés à clef.

Art. 8. L'exploitant établit les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comprenant notamment :

1° les contrôles à effectuer aux installations en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification, de réparation ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des conditions d'exploiter;

2° les modes opératoires;

3° la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées;

4° les instructions de maintenance et de nettoyage;

5° la fréquence de contrôles de l'étanchéité de la nacelle.

Ces consignes d'exploitation sont annexées au registre visé à l'article 27.

Art. 9. A l'intérieur du parc mais à l'extérieur des éoliennes, le champ magnétique, inhérent à l'activité et mesuré à 1,5 mètre du sol ne peut dépasser la valeur limite de 100 microteslas.

Art. 10. § 1^{er}. Les effets des ombres stroboscopiques générés par le fonctionnement des éoliennes sont limités à 30 heures/an et 30 minutes/jour pour tout habitat, construit ou dûment autorisé par un permis d'urbanisme et qui serait soumis à ceux-ci. Ils sont calculés selon l'approche du « cas le plus défavorable », caractérisé par les paramètres suivants :

1. le soleil brille du matin au soir (ciel continuellement dégagé);

2. les éoliennes fonctionnent en permanence (vitesse du vent toujours dans la gamme de fonctionnement des éoliennes et disponibilité de celles-ci à 100 %);

3. le rotor des éoliennes est toujours orienté perpendiculairement aux rayons du soleil.

L'exploitant utilise tous les moyens disponibles permettant de réduire l'exposition à l'ombre portée afin de respecter ces limites.

§ 2. Ces limites ne s'appliquent pas si l'ombre générée par le fonctionnement de l'installation n'affecte pas les habitants au sein de leur habitat. Dans ce cas, l'exploitant en apporte la preuve par toute voie de droit.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et des incendies*

Art. 11. Le fonctionnement du parc d'éoliennes est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation adéquate, portant notamment sur :

1° les risques spécifiques de l'éolien;

2° les moyens mis en œuvre pour les éviter;

3° les procédures à suivre en cas d'urgence;

4° les consignes de sécurité visées à l'article 12;

5° des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

L'exploitant garde à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la preuve que chaque membre du personnel a bien reçu la formation de base.

Art. 12. Des consignes de sécurité sont établies par l'exploitant et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

1° les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'éolienne;

2° les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt;

3° les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement électrique de l'éolienne vis-à-vis du réseau de distribution électrique;

4° les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone :

a) du responsable d'intervention de l'établissement;

b) des services de secours;

c) du fonctionnaire chargé de la surveillance;

d) de l'autorité communale du ressort.

Une copie de ces consignes de sécurité est annexée au registre visé à l'article 27.

Art. 13. L'exploitant affiche les prescriptions à observer par les tiers qui s'introduisent sur le site de l'établissement. Cet affichage se fait soit Directement en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes, sur un panneau, placé le long des chemins d'accès au parc d'éoliennes.

Les prescriptions concernent notamment :

1. les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale;

2. l'interdiction de pénétrer dans l'éolienne ;

3. la mise en garde face au risque d'électrocution ;

4. la mise en garde face au risque de chute de glace ;

Une copie des prescriptions en caractères gras et de leurs révisions est tenue à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 14. Un examen des brides de fixations, des brides de mât et de la fixation des pales est effectué avant la mise en exploitation du parc et est réitérée systématiquement tous les 3 ans. Chaque examen donne lieu à un rapport de contrôle par l'organisme qui l'a effectué.

L'exploitant annexe une copie de tous les rapports au registre visé à l'article 27.

Art. 15. Chaque éolienne est équipée :

1° d'un système de sécurité positive mettant l'éolienne à l'arrêt en cas de défaillance du système de contrôle local;
2° d'un système de détection qui permet d'alerter à tout moment l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse de l'éolienne;

3° d'un système de protection contre la foudre et de détection de glace.

Ces dispositifs sont testés avant leur mise en service et au moins une fois par année, par un service externe pour les contrôles techniques sur le lieu de travail (SECT). A chaque vérification celui-ci établit un rapport de vérification.

Les rapports sont annexés au registre visé à l'article 27.

Art. 16. L'éolienne est arrêtée dès que la vitesse du vent dépasse la vitesse de décrochage ou lorsque la formation de glace est détectée.

Art. 17. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avertir les tiers du danger que constitue la présence continue de l'homme du fait de son activité ou de son logement dans la zone de surplomb des pales.

Art. 18. En cas de détection d'un incendie, la machine est immédiatement mise à l'arrêt et le service régional d'incendie est averti dans les meilleurs délais afin de sécuriser le périmètre correspondant à la zone circulaire centrée sur le mât dont le rayon correspond à la distance d'effet maximale de l'éolienne.

Art. 19. Il est prévu en permanence à l'intérieur de l'éolienne des chiffons absorbants à concurrence d'un volume total d'un demi-mètre cube ainsi que 50 kg de granulats absorbants en cas d'épanchement accidentel d'huile au sol.

CHAPITRE V. — Bruit

Section 1^{re}. — Normes de niveau sonore

Art. 20. Par dérogation à la section II du chapitre VII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les limites de niveaux relatives aux émissions sonores d'un parc d'éoliennes sont définies dans le présent chapitre.

Art. 21. Les valeurs limites du niveau d'évaluation du bruit particulier (L_A, part, 1h) sont établies en fonction de la zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées et sont reprises au tableau suivant :

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)			
		Jour 7 h-19 h	Transition 6 h-7 h 19 h-22 h	Nuit 22 h-6 h en conditions nocturnes estivales	Nuit 22 h-6 h hors conditions nocturnes estivales
I	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural	45	45	40	43
II	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles et de parcs	45	45	43	43
III	Toutes zones, y compris les zones visées en I et II, lorsque le point de mesure est situé dans ou à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou dans ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est totalement situé le parc éolien	55	50	45	45
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	55	50	45	45

Les conditions nocturnes sont considérées comme estivales pour la nuit à venir lorsque la température atteint 16 degrés centigrades à 22 heures à la station météorologique de l'I.R.M. la plus proche du parc d'éoliennes.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement peut définir des conditions et méthodes de mesures spécifiques au bruit de parc d'éoliennes qui complètent les conditions de mesure du bruit définies à la section du 3 du chapitre VII de l'arrêté précité.

Art. 23. Par dérogation à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mesures peuvent être réalisées lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s.

Section 1^{re}. — Dérogations

Art. 24. Il peut être dérogé à l'article 21 pour cause de bruit de fond important, pour les habitations situées en dehors des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, lorsque des garanties d'insonorisation, pour les habitations déjà construites concernées, figurent au dossier de demande d'autorisation. Dans ce cas, les valeurs limites du niveau d'évaluation du bruit particulier sont égales au niveau de bruit de fond du site éolien.

Le Ministre de l'Environnement peut définir les méthodes et les conditions d'évaluation du niveau de bruit de fond du site éolien.

Section 2. — Communication des paramètres et habilitation

Art. 25. L'exploitant mesure en permanence, au niveau de la nacelle de chaque éolienne du parc d'éoliennes, par périodes de 10 minutes les données suivantes :

1° la vitesse moyenne et la vitesse maximale du vent (exprimées en m/s ou en km/h);

2° la Direction du vent exprimée en degrés;

3° la puissance électrique produite (exprimée en kW);

4° la vitesse moyenne et la vitesse maximale de rotation du rotor (exprimées en tours/minute).

L'exploitant transmet au fonctionnaire chargé de la surveillance ou à l'organisme ou au laboratoire agréé chargé du contrôle des niveaux sonores du parc d'éoliennes conformément à l'article 29 § 1^{er}, les données visées à l'alinéa précédent relatives à toute période durant laquelle des mesures acoustiques sont effectuées.

Art. 26. Le laboratoire ou l'organisme agréé en matière de bruit chargé de contrôler le bruit particulier du parc d'éoliennes peut exiger l'arrêt temporaire des éoliennes en vue de mesurer le bruit résiduel.

Il en va de même pour le fonctionnaire chargé de la surveillance dans l'exercice de ses missions.

CHAPITRE VI. — *Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance*

Section 1^{re}. — Autocontrôles réalisés par l'exploitant

Art. 27. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance un registre dans lequel sont précisés :

- 1° la date des opérations d'entretien effectuées;
- 2° la nature des opérations en question;
- 3° les noms et fonction des personnes ayant réalisés ces opérations;
- 4° les consignes visées aux articles 8 et 12;
- 5° les rapports des examens et tests visés aux articles 14, 15 et 29.

Art. 28. Avant la mise en service du parc d'éoliennes, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du fonctionnement correct de l'ensemble des équipements. Ces essais comprennent :

- 1° un arrêt;
- 2° un arrêt d'urgence;
- 3° un arrêt depuis un régime de survitesse ou une simulation de ce régime;
- 4° un contrôle visuel du mât, des pales et des éléments susceptibles d'être impactés par la foudre.

Ces contrôles sont répétés à une fréquence annuelle.

Section 2. — Contrôle des niveaux sonores

Art. 29. § 1^{er}. Dans l'année suivant la première mise en service d'un établissement ou de son extension, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, une étude de suivi acoustique de l'établissement. Cette étude concerne les émissions sonores de l'établissement.

Les mesures de contrôle doivent être effectuées par un laboratoire ou organisme agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit, catégories 1^{re} et 2.

§ 2. La campagne de mesures est réalisée en au moins en 3 points d'immission représentatifs des différents sites exposés aux bruits de l'établissement.

Afin de faciliter la surveillance ou de tenir compte des spécificités locales, les conditions particulières peuvent prévoir certains emplacements spécifiques où les mesures doivent être effectuées.

§ 3. Le rapport technique de la campagne de suivi acoustique est transmis au fonctionnaire chargé de la surveillance au plus tard 12 mois après la mise en service du parc d'éoliennes.

CHAPITRE VII. — *Remise en état*

Art. 30. En cas d'arrêt définitif de l'exploitation des éoliennes, les installations sont démantelées et les fondations sont détruites sur une profondeur de minimum 2 mètres.

Art. 31. § 1^{er}. Le remblaiement est réalisé à l'aide de terres issues des travaux d'excavation en prenant soin de disposer une couche arable en surface sur une hauteur équivalente à ce qui prévaut sur le site ou, en cas d'importation de terres sur le chantier, par des terres non potentiellement polluées, ne contenant pas de déchets dangereux et provenant d'un usage du sol identique à celui du terrain à remblayer.

§ 2. Les terres visées au § 1^{er} ne contiennent, ni en masse ni en volume :

- 1° plus d'1 % de matériaux non pierreux tels que plâtre, caoutchouc, matériaux d'isolation, matériaux de recouvrement de toiture ou autres matières non inertes;
- 2° plus de 5 % de matériaux organiques tels que bois ou restes végétaux;
- 3° plus de 5 % de matériaux pierreux tels que pierres naturelles ou débris de construction. Pour ce qui concerne les pierres naturelles, le pourcentage s'entend à l'exception des pierres naturelles présentes pour des raisons géologiques ou historiques dans la terre du site concerné.

CHAPITRE VIII. — *Sûreté*

Art. 32. Une sûreté est fournie pour toute exploitation d'un parc d'éoliennes.

En vue d'estimer le montant de la sûreté, l'exploitant joint à sa demande de permis une estimation du coût de démantèlement par machine, compte tenu des obligations de remise en état des lieux et de remblaiement visées aux articles 30 et 31.

Cette estimation ne préjudicie pas à la faculté de l'autorité compétente de réviser le montant du cautionnement, sur base de l'avis préalable des services du Département des Sols et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

Art. 33. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une éolienne ou un parc d'éoliennes visé aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les documents énumérés à l'annexe XXIX du présent arrêté. »

Art. 34. A l'article 30 du même arrêté, un dernier alinéa est inséré comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une éolienne ou un parc d'éoliennes visé aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les documents énumérés à l'annexe XXIX du présent arrêté. »

Art. 35. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est ajoutée une annexe XXIX qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 36. A l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la rubrique 40.10.01.01.04. est remplacée par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
40.10.01.04. Parc d'éoliennes : éolienne : dispositif électromécanique constitué d'un mât surmonté d'une nacelle, elle-même équipée d'une génératrice électrique dont le rotor est entraîné par une ou plusieurs pales, et qui transforme l'énergie cinétique du vent soit Directement en énergie électrique, soit en énergie mécanique, cette énergie étant elle-même ensuite retransformée en énergie électrique. parc d'éoliennes: ensemble d'une ou de plusieurs éoliennes, délimité par un périmètre qui correspond au plus petit polygone convexe dans lequel sont inscrits les disques centrés sur les mâts dont le rayon est égal au rayon de giratoire du type d'éolienne installée, chaque côté dudit polygone étant tangent à deux disques. Un parc de deux éoliennes est inscrit dans un rectangle. Un parc d'une éolienne est totalement inscrit dans un cercle correspondant au rayon giratoire, centré sur l'axe du mât. 40.10.01.04.01. d'une puissance totale égale ou supérieure à 0,1 MW électrique et inférieure à 0,5 MW électrique	3					
40.10.01.04.02. d'une puissance totale égale ou supérieure à 0,5 MW électrique et inférieure à 3 MW électrique	2		DNF, DEBD			
40.10.01.04.03. d'une puissance totale égale ou supérieure à 3 MW électrique	1	X	DNF, DEBD			

Art. 37. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dans les 3 ans de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Un établissement est existant s'il est autorisé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

§ 3. Les exploitants de parcs d'éoliennes existants font réaliser, à leurs frais, une étude de suivi acoustique de l'établissement. Cette étude concerne les émissions sonores de l'ensemble du parc d'éoliennes.

Les mesures de contrôle sont effectuées par un laboratoire ou organisme agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit, pour les catégories 1^{re} et 2. La campagne de mesures est réalisée en minimum 3 points d'immission représentatifs des différents sites exposés aux bruits des éoliennes.

Le rapport technique de la campagne de suivi acoustique est transmis au fonctionnaire chargé de la surveillance, au plus tard 5 ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 38. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe
Annexe XXIX

Informations relatives aux parcs d'éoliennes visés aux rubriques 40.10.01.04.02 et 40.10.01.04.03

1^o sauf si elle est déjà réalisée dans l'étude d'incidences en vertu de l'article R57 du Livre I^{er} du Code de l'environnement, une étude acoustique effectuée par un laboratoire ou organisme agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit et selon des méthodes prévisionnelles et de mesure de bruit de fond qui peuvent être déterminées par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

2° les avis préalables fournis respectivement par les autorités militaires, Belgocontrol l'IBPT, la RTBF, dans le cas où l'implantation du parc d'éoliennes est telle qu'elle est susceptible de perturber de manière significative le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens ou le fonctionnement des équipements militaires, civils ou scientifiques, ou les medias de télécommunications, si ceux-ci ont remis un tel avis préalable;

3° les informations suivantes pour chaque éolienne :

3.1. coordonnées

° ' " N

° ' " E

X = Y = Z =

3.2. hauteur de l'obstacle par rapport au sol (AGL) : m

Altitude du sol (AMSL) : m

Altitude au sommet de l'éolienne (AMSL) : m

4° une étude de risque, dans le cas où l'implantation se fait à proximité ou à l'intérieur d'une zone d'activité économique existante, d'une zone d'activité industrielle existante ou à proximité de tout lieu susceptible d'accueillir des activités, dépôts ou installations et uniquement dans le cas où la présence des éoliennes est susceptible d'augmenter la dangerosité ou le risque d'accident;

5° l'avis préalable du Département de la Nature et des Forêts relativement à l'impact du projet sur la flore, la faune, l'avifaune ou la chiroptérofaune, si un tel avis préalable a été remis. Dans l'hypothèse où des compensations environnementales pour la prise en compte de la biodiversité sont prévues pour le projet, une copie des contrats conclus avec les propriétaires terriens des parcelles concernées afin de mettre valablement en œuvre lesdites mesures de compensation;

6° une fiche du constructeur indiquant le pourcentage massique des différents matériaux composant l'éolienne (époxy, fibre de verre, béton, acier, métaux nobles, huiles, plastique,...) et une estimation du coût de démantèlement;

7° lorsqu'une éolienne ou plusieurs éoliennes sont situées à proximité d'habitations, sauf si elle est déjà réalisée dans l'étude d'incidences en vertu de l'article R.57 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, une étude relative à l'ombre portée;

8° dans les cas d'implantation d'une éolienne à proximité de canalisations de transport de gaz ou d'hydrocarbures, la localisation précise de celles-ci sur les plans d'implantation joints à la demande de permis. Le cas échéant, l'avis préalable du gestionnaire de l'infrastructure de transport, si un tel avis préalable a été remis ainsi que, le cas échéant, une étude de risque démontrant que l'augmentation de la fréquence de défaillance liée à la présence d'une éolienne reste inférieure à 10 % de la fréquence de défaillance propre de l'infrastructure de transport de gaz ou d'hydrocarbures;

9° dans le cas d'implantation d'une éolienne à proximité d'une ligne de transport d'électricité à moyenne ou haute tension, l'avis préalable du gestionnaire du réseau de transport d'électricité si un tel avis préalable a été remis.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 portant conditions sectorielles relatives aux parcs d'éoliennes d'une puissance totale supérieure ou égale à 0,5 MW, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201510]

13. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen für Windparks mit einer Gesamtleistung von 0,5 MW oder mehr, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3 bis 5, 7 bis 9, 17, 55 § 1, und 83;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 6. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.717/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Entscheidung Nr. 406/2009/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die Anstrengungen der Mitgliedstaaten zur Reduktion ihrer Treibhausgasemissionen mit Blick auf die Erfüllung der Verpflichtungen der Gemeinschaft zur Reduktion der Treibhausgasemissionen bis 2020, durch welche Belgien eine Pflicht zur Reduktion der Treibhausgase bis 2020 um 21% für den ETS-Sektor (Schwerindustrie, Energie...) und um 15% für die Nicht-ETS-Sektor (Wohnsektor, Landwirtschaft...) im Vergleich zu den Emissionen von 2005 auferlegt wird;

In Erwägung der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG, durch welche den Mitgliedstaaten verbindliche Ziele und Maßnahmen betreffend die Energie aus erneuerbaren Quellen auferlegt werden, und Belgien bis 2020 eine Erhöhung der Produktion von Energie aus erneuerbaren Quellen auf 13% seines Endenergieverbrauchs auferlegt wird;

In der Erwägung, dass die vorgenannten Verpflichtungen zur Reduktion der Treibhausgasemissionen und zur Erhöhung der Produktion von Energie aus erneuerbaren Quellen zwischen den drei Regionen und der Föderalebene aufgeteilt werden;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung durch ihre regionalpolitische Erklärung 2009-2014 dazu verpflichtet hat, bis 2020 zu einem Endenergieverbrauch von 20% aus erneuerbaren Quellen zu streben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung folglich am 11. Juli 2013 einen Referenzrahmen zur Festlegung der Standorte für Windkraftanlagen in der Wallonie angenommen hat, in dem die strategischen Leitlinien für die Entwicklung von Windkraftprojekten auf eine Stromproduktion von 3 800 GWh bis 2020 abzielen;

In der Erwägung, dass der Einsatz von Windenergie in der Wallonie aus den vorgenannten Gründen eine Notwendigkeit ist, um der Verpflichtung zur Produktion von Energie aus erneuerbaren Quellen Rechnung zu tragen, so dass die Windparks Projekte öffentlichen Interesses darstellen, die umweltschädlichere Energiequellen ergänzen oder ersetzen; dass dieses öffentliche Interesse zudem in der Notwendigkeit besteht, der Wallonie eine zureichende und unabhängige Energieversorgung zu garantieren;

In Erwägung der Unerlässlichkeit, die energetischen, wirtschaftlichen und ökologischen Interessen der Wallonischen Region sowie die Interessen ihrer Einwohner zu berücksichtigen;

In Erwägung des Rundschreibens GDF-03 der Generaldirektion Luftverkehr des FÖD Mobilität und Transportwesen vom 12. Juni 2006 über die Markierung und Beleuchtung von Flugverkehrshindernissen;

In Erwägung der Norm IEC 61400 der Internationalen Elektrotechnischen Kommission über Windkraftgeneratoren und der davon abgeleiteten Normen;

In Erwägung der Empfehlung des Europarats vom 12. Juli 1999 zur Begrenzung der Exposition der Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern (0 Hz bis 300 GHz), die im *Amtsblatt der Europäischen Union* vom 30. Juli 1999 veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass alle eingestuft Betriebe den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe unterliegen, insbesondere dem Kapitel VII - Lärm; dass dieses Kapitel verfasst wurde, um auf eine Mehrheit von industriellen Betrieben anwendbar sein zu können; dass dieser Erlass den eingestuft Betrieben nachts einen maximalen Lärmpegel von 40 dBA vorschreibt, wenn die Immissionsmessungen in einem Wohngebiet oder einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter stattfinden;

In der Erwägung, dass jeder eingestufte Betrieb im Rahmen seiner Bewirtschaftung den Zielsetzungen in Sachen Umweltschutz Rechnung zu tragen hat; dass es somit erforderlich ist, für die Aktivitäten und Anlagen zur Produktion von Windenergie geeignete Betriebsbedingungen vorzusehen; dass es somit erforderlich ist, sektorbezogene Betriebsbedingungen festzulegen, die Höchstlärmmnormen für die Windkraftanlagen auferlegen;

In der Erwägung, dass, wenn es als zweckmäßig erscheint, von demselben Grundgedanken auszugehen, der der Annahme der allgemeinen Bedingungen zugrundelag, es jedoch wichtig ist, einigermaßen davon abzuweichen, um den Betrieb der betreffenden Anlagen optimal zu regeln;

In der Erwägung, dass die allgemeinen Bedingungen die für die Messungen bestimmten Bedingungen festlegen, damit deren Qualität und Reproduzierbarkeit garantiert werden; dass es z.B. nötig ist, die akustischen Störungen, die mit dem Wind verbunden sind, wegen der beiden folgenden Gründe außer Betracht zu ziehen:

- ein starker Wind verursacht einen hohen Lärmpegel in den Strukturen der Umgebung (Bäume, Gebäude); diese Geräusche werden mitgemessen, was die Messung stört;

- der Wind ändert die Ausbreitung der Schallwellen, so dass der wahrgenommene Lärm je nach der Windrichtung schwankt;

In der Erwägung, dass in den allgemeinen Bedingungen vorgesehen wird, dass die Lärmmessungen nicht bei Niederschlägen oder bei einer Windstärke von mehr als 5 m/s erfolgen dürfen, damit die Messungen durch diese Störeffekte nicht übertriebenermaßen beeinflusst werden;

In der Erwägung, dass der Lärm von Windkraftanlagen mit der Windgeschwindigkeit steigt; dass das Einschränken der auf Windkraftanlagen anwendbaren Lärmnorm auf schwache Windstärken die Lärmpegel während des Normalbetriebs, d.h. wenn der Wind genügend bläst, nicht berücksichtigen würde; dass die allgemeinen Bedingungen offensichtlich verfasst wurden, ohne die spezifischen Merkmale der Windkraftanlagen in Betracht zu ziehen; dass sich daraus ergibt, dass die im vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 vorgesehenen Lärmpegelgrenzen für die Berücksichtigung des Lärms von Windkraftanlagen nicht geeignet sind;

In der Erwägung, dass, wenn der Wind schwach ist (< 5m/s, wobei eine Windkraftanlage ab einer Windgeschwindigkeit zwischen 3 und 4 m/s anläuft), der von der Maschine erzeugte Lärm unzureichend ist, um aus dem Umgebungslärm herauszuragen; dass, wenn der Wind stark ist (> 10 m/s), der Umgebungslärm (Eigenlärm des Windes oder vom Wind verursachter Lärm an bebauten oder nicht bebauten Hindernissen) den Lärm der Maschine überragt, so dass der von der Maschine erzeugte Lärm wiederum nicht aus dem Umgebungslärm herausragt;

In der Erwägung, dass sich der Lärm der Windkraftanlage maximal vom Umgebungslärm unterscheidet, wenn die Windstärke zwischen 7 und 9 m/s liegt;

In der Erwägung, dass dieser Grenzwert für den durch Windkraftanlagen erzeugten Lärm innerhalb des Umgebungslärms im Referenzrahmen für Windkraftanlagen berücksichtigt worden ist, der im Juli 2002 verabschiedet wurde und sich, was den Lärm betrifft, auf die niederländischen Normen stützt; dass die zuständige Behörde sich bei der Festlegung der Sonderbedingungen in Sachen Lärmbelastigungen für die Genehmigung von Windkraftanlagen während mehreren Jahren von dieser niederländischen Methodik anregen lassen hat, die im Referenzrahmen von 2002 bestimmt wurde;

In der Erwägung, dass der Staatsrat in seinem Urteil Nr. 222.592 vom 21. Februar 2013, "Dumont et consorts", sowie in nachfolgenden Urteilen, die mit demselben Wortlaut gefällt wurden, bestimmt, dass Grenzwerte laut Sonderbedingungen, die von den Grenzwerten abweichen würden, die in den vorgenannten allgemeinen Bedingungen festgelegt sind, u.a. der Grenzwert von 40 dBA während der Nacht, gesetzwidrig seien; dass eine Abweichung von den allgemeinen Bedingungen sich nur in einem Erlass zur Festlegung von sektorbezogenen Bedingungen befinden kann; dass in dem Urteil des Staatsrats daran erinnert wird, dass ein Erlass zur Festlegung von sektorbezogenen Bedingungen, die von den allgemeinen Bedingungen abweichen, in dieser Hinsicht mit treffenden Gründen versehen sein müsste;

In der Erwägung, dass der Staatsrat in seinen Urteilen Nr. 225.194 vom 22. Oktober 2013 und Nr. 225.439 vom 12. November 2013 darauf hinweist, dass, wenn die Regierung der Ansicht ist, dass die anwendbaren allgemeinen Bedingungen für den Betrieb von Windkraftanlagen nicht geeignet sind, sie dazu verpflichtet ist, für den Betrieb dieser Kategorie von Anlagen sektorbezogene Bedingungen zu verabschieden, die es ermöglichen, die in Artikel 2 genannten Ziele zu erreichen;

In der Erwägung, dass die in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Ziele hauptsächlich darin bestehen, "unter dem Gesichtspunkt eines integrierten Konzepts zur Verhütung und Verringerung der Verschmutzung den Schutz der Menschen oder der Umwelt gegen Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die ein Betrieb mittelbar oder unmittelbar, während oder nach der Betriebstätigkeit verursachen kann, zu gewährleisten"; dass in Artikel 2, Abs. 2 steht, dass das Dekret insbesondere u.a. darauf abzielt, "sich an einer zweckmäßigen Bewirtschaftung der Energie zu beteiligen";

In der Erwägung, dass die Zunahme der Anzahl Windkraftanlagen in der Wallonie eine Notwendigkeit ist, um einer Verpflichtung zur Produktion von Energie aus erneuerbaren Quellen Rechnung zu tragen, so dass die Windparks Projekte öffentlichen Interesses darstellen; dass die strategischen Leitlinien der Regionalregierung im Bereich der Entwicklung von Windkraftprojekten Letzteren eine Bedeutung beimessen, die die Umweltnormen berücksichtigen müssen;

In der Erwägung, dass die Immissionswerte für Windkraftanlagen aus den vorgenannten Gründen einer Anpassung bedürfen;

In der Erwägung, dass der Minister für Umwelt Bedingungen für die Messung des Lärms von Windkraftanlagen erlassen werden kann;

In der Erwägung, dass, wenn spezifische Studien über den Lärm von Windkraftanlagen höhere Lärmstörungen wegen seiner amplitudenmodulierten Merkmale hervorheben, jedoch daran zu erinnern ist, dass der Betrieb von Windkraftanlagen von dem Vorhandensein von Wind abhängt; dass es sich dabei um einen intermittierenden Parameter handelt; dass Windkraftanlagen somit nur teilweise, weniger als 10% ihrer Betriebszeit, ihre Nennleistung erreichen; dass der Lärm von Windkraftanlagen somit nicht während der ganzen Nacht vorhanden ist; dass die Störung geringer ist als ein Lärm, der alle Nächte, während des ganzen Jahres, vorhanden wäre; dass dieser Faktor die erhöhte Störung, die auf die Modulation des Lärms aus Windkraftanlagen zurückzuführen ist, ermäßigt;

In der Erwägung, dass der Bericht des Hohen Gesundheitsrats (2013) die Einhaltung der Normen der Weltgesundheitsorganisation, worunter einen Nachtwert von 40 dBA als Jahresdurchschnitt außerhalb der Wohnungen, empfiehlt, ohne jedoch den Parameter anzugeben, für welchen diese Norm gültig ist;

In der Erwägung andererseits, dass die Weltgesundheitsorganisation die Einhaltung eines Werts von 45 dBA als äquivalenter Dauerschallpegel außerhalb der Wohnungen empfiehlt, als Durchschnitt über eine Nacht von 8 Stunden; dass dieser Jahresdurchschnittswert und der Wert von 45 dBA als äquivalenter Dauerschallpegel angesichts des intermittierenden Charakters des Betriebs von Windkraftanlagen mittels der Anwendung der in vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorgeschlagenen Normen weit eingehalten werden;

In der Erwägung, dass in dem Umweltverträglichkeitsbericht der positiven Referenzkarte zur Darstellung des aktualisierten Referenzrahmens betreffend das große Windkraftkonzept in der Wallonischen Region vom Juni 2013 die Annahme eines Nachtgrenzwerts von 40 dBA in der Sommerperiode und eines Nachtgrenzwerts von 43 dBA in der Winterperiode vorgeschlagen wird, was die Bewertung des spezifischen Lärms aus Windkraftanlagen betrifft;

In der Erwägung, dass vorliegender Erlass diesen Vorschlag übernimmt und präzisiert; dass unter "Sommerperiode" die Periode zu verstehen ist, während der in der nächstgelegenen Wetterstation um 22:00 Uhr eine Temperatur von 16°C erreicht wird; dass dieser Unterschied auf der Tatsache beruht, dass die Fenster der Schlafzimmer während der kalten Monate generell geschlossen sind; dass die höchsten Windgeräusche während Perioden mit starkem Wind, in Verbindung mit gestörten Wetterbedingungen, entstehen, d.h. Perioden, während deren man die Fenster meistens nicht offen halten möchte, und sich noch weniger außerhalb eines Wohngebäudes befinden möchte; dass die Sommerperiode andererseits auch die Periode ist, wo es weniger Wind, also auch eine kleinere Windenergieproduktion gibt; dass diese Periode auch diejenige ist, wo die Anwohner eher mit offenen Fenstern schlafen würden; dass diese Periode somit sowohl den Besorgnissen der Anwohner in Sachen Umweltschutz als auch den Umweltbesorgnissen hinsichtlich des Erreichens der von der Wallonischen Region festgelegten Ziele in Sachen Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen genügt;

In der Erwägung, dass die Grenzwerte von 40 bzw. 43 dBA den Empfehlungen der Umweltgesundheitsorganisation (1999 und 2009) genügen, und sogar strenger als diese sind, sowohl was den Lärm außerhalb eines Zimmers mit offenem Fenster (45 dBA) als den Lärm innerhalb des Zimmers (30 dBA) betrifft; dass Lärmpegel von 43 dBA außerhalb der Schlafzimmer mit einem Lärmpegel von 30 dBA innerhalb der Schlafzimmer kohärent sind, wenn man die Abnahme des Schallpegels um 15 dBA bei dem Offenhalten eines Fensterspalts berücksichtigt; dass diese Empfehlungen jedoch nicht für den Lärm von Windkraftanlagen spezifisch sind;

In der Erwägung, dass die vorgenannten Grenzen somit ein gesundes Gleichgewicht zwischen den Belangen der öffentlichen Gesundheit und der Entwicklung der Windenergieproduktion darstellen;

In der Erwägung, dass ein Abweichen von den neuen Grenzwerten möglich sein muss, wenn anschließend an eine Lärmuntersuchung durch ein zugelassenes Labor oder eine zugelassene Einrichtung ein hoher Hintergrundlärm, wie z.B. derjenige, der in der Nähe von Transportnetzen vorhanden ist, festgestellt wird; dass der auf die Windkraftanlage zurückzuführende Lärmpegel, der durch den Hintergrundlärm gedeckt wird, sich diesem Hintergrundlärmpegel annähern kann, ohne zusätzliche Lärmbelastungen für die Anwohner zu verursachen; dass die Aufrechterhaltung von auf Windkraftanlagen anwendbaren Grenzwerten, die sich unterhalb des Hintergrundlärms befänden, somit unverhältnismäßig wäre;

In der Erwägung, dass die Lärmpegelgrenze von 43 dBA, die für den Nachtlärm außerhalb der Sommerperiode vorgeschlagen wird, den in den allgemeinen Bedingungen bestimmten Pegel (40 dBA) überschreitet;

In der Erwägung, dass dieser Unterschied von 3 dBA gering ist, da er der Wahrnehmungsschwelle der Erhöhung des Schallpegels durch das menschliche Ohr entspricht, während die neuen Lärmbedingungen einen geeigneteren, auf die Wetterbedingungen abgestimmten Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit bieten; dass darüber hinaus darauf hingewiesen wird, dass der Schutzpegel für Mensch und Umwelt hoch bleibt;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Regierung im Juli 2013 angenommene Referenzrahmen für Windkraft andererseits zahlreiche Bedingungen vorsieht, um die Belästigungen, die durch diese Anlagen entstehen, zu begrenzen, insbesondere hinsichtlich der zu beachtenden Abstände für die Aufstellung von Windkraftanlagen; dass auf den mit der Entwicklung der Windkraft verbundenen Gemeinnutz für die Region nochmals hingewiesen wird;

In der Erwägung, dass der Grundsatz des ökologischen "standstill" durch ein Gleichgewicht zwischen einer leichten Flexibilisierung der Lärmnormen einerseits und den Vorteilen eines geringeren Verbrauchs von fossilen Brennstoffen und der Reduzierung der CO₂-Emissionen andererseits gewährleistet wird;

In der Erwägung, dass es somit gerechtfertigt ist, die Grenzwerte für die Lärmpegel unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Lärms der Windkraftanlagen zu revidieren; dass es somit Anlass gibt, von den Artikeln 24 und 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 30 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe abzuweichen, und sie, für was die auf Windkraftanlagen anwendbaren Lärmnormen betrifft, durch die Bestimmungen vorliegenden Erlasses zu ersetzen;

In der Erwägung, dass die Normen den allgemeinen Bedingungen entsprechen, was die Wohngebäude betrifft, die sich in Gewerbegebieten oder in deren Nähe befinden, wobei die Entwicklungsträger jedoch darauf abzielen werden, die zusätzlichen Lärmbelastigungen zu minimieren, die mit der Ansiedlung des Windkraftprojekts verbunden sein könnten;

In der Erwägung, dass die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen die besten verfügbaren Technologien berücksichtigen, insofern die Grenzwerte einerseits unter Bezugnahme der effizientesten Windkraftanlagen, die zur Zeit auf dem Markt verfügbar sind (insbesondere bezüglich der Lärmemissionen und der Möglichkeiten zur Parametrierung der Emissionen auf der Grundlage verschiedener Parameter, wie z.B. der Jahreszeit, der Uhrzeit, der Wetterbedingungen, ...), und andererseits aufgrund der auf internationaler Ebene modernsten Instrumente und Methoden, die für Prognosen und für die Kontrolle der Lärmemissionen und -immissionen eingesetzt werden können (Empfehlungen der Weltgesundheitsorganisation, Normen ISO 1996-2 und IEC 61400-11, usw.) bestimmt worden sind;

In Erwägung folgender Bestimmung aus Artikel 9 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung: "Wenn die Regierung die allgemeinen, sektoralen und integralen Bedingungen verabschiedet, abändert oder ergänzt, gibt sie die Frist an, in der die neuen Bedingungen auf die bereits vorhandenen Betriebe angewandt werden. In Ermangelung genauerer Angaben sind die neuen Bedingungen lediglich auf diejenigen Betriebe anwendbar, die nach ihrem Inkrafttreten Gegenstand einer Genehmigung oder Erklärung sind";

In der Erwägung, dass die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen ebenfalls auf die bestehenden Windparks im Sinne vorliegenden Erlasses anwendbar sein müssen;

In der Erwägung, dass die bestehenden Windparks über eine bestimmte Frist verfügen sollten, um sich der neuen Norm anzupassen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Windparks mit einer Gesamtleistung von 0,5 elektrischen Megawatt oder mehr anwendbar, gemäß den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erweiterung eines Windparks: jeder Windpark, der in der Nähe eines bereits bestehenden Windparks errichtet wird, so dass der Abstand zwischen der Mitte der Türme der einander am nächsten gelegenen Windkraftanlagen, die jeweils dieser neuen bzw. der bereits bestehenden Gruppe angehören, höchstens 14 Mal dem mittleren Rotordurchmesser der Windkraftanlagen entspricht.

2° Anschlussstation: Anlage, in der die Verbindung zwischen den Leitungen zur Übertragung des Stroms aus den Windkraftanlagen (Mittelspannung) und dem Kabel, das zur Anschlussstation an das Stromnetz führt, stattfindet; die Anschlussstation(en) ist (sind) integraler Bestandteil des Windparks;

3° Rotorradius: Abstand zwischen der Achse der Rotornabe und der Spitze eines Rotorblatts;

4° Rotordurchmesser: der doppelte Rotorradius;

5° Gesamthöhe der Windkraftanlage: Abstand zwischen dem Turmsockel in Bodenhöhe und der Rotorblattspitze im höchsten Punkt ihres Drehkreises;

6° Nenndrehzahl: die Drehzahl der Windkraftanlage, die der vom Hersteller vorgesehenen Höchstleistung der Maschine entspricht;

7° Abschaltgeschwindigkeit: vom Hersteller bestimmte maximale Windgeschwindigkeit, ab welcher die Windkraftanlage aus Sicherheitsgründen automatisch abgeschaltet wird;

8° Überdrehzahl: Drehzahl der rotierenden Teile der Maschine, die den vom Hersteller angegebenen Höchstwert übertrifft;

9° größter Auswirkungsabstand der Windkraftanlage: Wurfweite eines ganzen Rotorblatts bei Abbruch im Falle einer Überdrehzahl, die der doppelten Nenndrehzahl entspricht;

10° $L_{Aeq,1h}$ -Pegel: der A-gewichtete Schalldruckpegel eines beständigen Dauergeräuschs, der während eines Zeitraums von einer Stunde denselben mittleren quadratischen Schalldruck wie das betreffende Geräusch aufweisen würde, dessen Pegel mit der Zeit variiert;

11° Hintergrundgeräuschpegel: der Wert der Häufigkeitsklasse des $L_{Aeq,1h}$, der während 90% der Zeit für die gesamte Messperiode in Abwesenheit von Lärm aus den Windkraftanlagen überschritten wird;

12° mit der Überwachung beauftragte Beamte: die in Artikel R.87 des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten;

13° Inbetriebnahme der Windkraftanlage: Einspeisung der erzeugten Energie in das Netz;

14° bestehender Windpark: ein Windpark, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war;

15° Wohngebäude: dauerhaftes Gebäude, das zum Wohnen bestimmt ist, sei es als Haupt-, Zweit- oder gelegentliche Wohnung.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Windkraftanlagen genügen der Norm IEC 61400 der Internationalen Elektrotechnischen Kommission über Windkraftgeneratoren und den davon abgeleiteten Normen. Der Betreiber hält alle Dokumente zur Bestätigung der Einhaltung der vorgenannten Norm durch die Windkraftanlagen zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 4 - Der Standort verfügt ständig über eine in Stand gehaltene, befahrbare Zufahrtstraße; die Umgebung der Anlage, die sich unter der Aufsicht des Betreibers befindet, wird stets sauber gehalten.

Art. 5 - Mit Ausnahme der Bedürfnisse für die Instandhaltung darf weder am Fuß der Windkraftanlage noch in ihrer unmittelbaren Umgebung eine Beleuchtungsvorrichtung eingeschaltet werden.

Art. 6 - Nur Personen, die vom Betreiber oder einem seiner Vertreter ausdrücklich dazu erlaubt wurden, haben Zugang zum Inneren der Windkraftanlagen.

Art. 7 - Die Zugänge zum Inneren jeder Windkraftanlage, zu den eventuellen externen Trafostationen und zur Anschlussstation sind abgeschlossen.

Art. 8 - Der Betreiber erstellt die Betriebsvorschriften für die Gesamtheit der Anlagen; diese umfassen insbesondere

1° die Kontrollen, die an Anlagen im Normalbetrieb, oder anlässlich eines Stillstands für Abänderungs-, Reparatur- oder Wartungsarbeiten, durchzuführen sind, damit die Einhaltung der Betriebsbedingungen jederzeit gewährleistet wird;

2° die Arbeitsanweisungen;

3° die Häufigkeit der Kontrollen der Sicherheitsvorrichtungen und der Vorrichtungen zur Behandlung der erzeugten Verschmutzungen und Belästigungen;

4° die Wartungs- und Reinigungsanweisungen;

5° die Häufigkeit der Kontrollen der Dichtheit der Gondel.

Diese Betriebsvorschriften werden dem in Artikel 27 genannten Register beigefügt.

Art. 9 - Innerhalb des Windparks aber außerhalb der Windkraftanlagen darf das auf die Aktivität zurückzuführende Magnetfeld in einer Bodenhöhe von 1,5 Meter den Grenzwert von 100 Mikrottesla nicht überschreiten.

Art. 10 - § 1. Die Auswirkungen der durch den Betrieb der Windkraftanlagen erzeugten stroboskopischen Schatten sind für jedes Wohngebäude, das gebaut oder durch eine Städtebaugenehmigung ordnungsgemäß erlaubt ist, und diesen unterliegen würde, auf 30 Stunden/Jahr und 30 Minuten/Tag begrenzt. Sie werden nach dem Ansatz des "ungünstigsten Falls" berechnet, der sich durch folgende Parameter kennzeichnet:

1. die Sonne scheint von morgens bis abends (ständig klarer Himmel);

2. die Windkraftanlagen arbeiten ununterbrochen (die Windgeschwindigkeit ermöglicht eine ständige Funktion der Windkraftanlagen, und diese sind zu 100% verfügbar);

3. der Rotor der Windkraftanlagen ist senkrecht zu den Sonnenstrahlen gerichtet.

Der Betreiber benutzt alle verfügbaren Mittel, um die Belästigung durch den Schattenwurf (Disko-Effekt) zu beschränken, damit diese Grenzwerte eingehalten werden.

§ 2. Diese Grenzwerte sind nicht anwendbar, wenn der Schatten, der durch den Betrieb der Anlage geworfen wird, die Einwohner in ihrem Wohngebäude nicht belästigt. In diesem Fall bringt der Betreiber durch jegliches Rechtsmittel den Beweis dafür.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 11 - Der Betrieb des Windparks wird durch befugtes Personal gewährleistet, das über eine angemessene Ausbildung betrifft, insbesondere betreffend:

1° die spezifischen Gefahren der Windenergie;

2° die eingesetzten Mittel, um sie zu vermeiden;

3° die Notfallverfahren;

4° die in Artikel 12 genannten Sicherheitsvorschriften;

5° Trainingsübungen, ggf. in Verbindung mit den Notdiensten.

Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten den Beweis bereit, dass jedes Personalmitglied die Grundausbildung erhalten hat.

Art. 12 - Es werden Sicherheitsvorschriften vom Betreiber erstellt, und dem Betriebs- und Wartungspersonal zur Kenntnis gebracht. Diese Vorschriften umfassen:

1° die Not-Aus- und Absicherungsverfahren für die Windkraftanlagen;

2° die Betriebs- und Stillstandsicherheitsgrenzen;

3° die Modalitäten für den Einsatz der Vorrichtungen zur elektrischen Isolierung der Windkraftanlage gegenüber dem Stromverteilernetz;

4° die Warnverfahren mit den Rufnummern

a) des Einsatzleiters des Betriebs;

b) der Notdienste;

c) des mit der Überwachung beauftragten Beamten;

d) der zuständigen Gemeindebehörde.

Eine Abschrift dieser Sicherheitsvorschriften wird dem in Artikel 27 genannten Register beigefügt.

Art. 13 - Der Betreiber schlägt die Vorschriften an, die Drittpersonen, die zum Betriebsstandort Zugang haben, einhalten müssen. Dieser Anschlag erfolgt entweder direkt anhand lesbarer Schriftzeichen oder anhand von Piktogrammen, auf einem Panel, das entlang der Zugangswege zum Windpark angebracht wird.

Diese Vorschriften betreffen insbesondere

1. die Sicherheitsvorschriften, die bei einer Ausnahmesituation einzuhalten sind;

2. das Verbot, in die Windkraftanlage einzutreten;

3. die Warnung vor Stromschlägen;

4. die Warnung vor fallendem Eis;

Eine Abschrift der Vorschriften in Fettschrift und ihrer Überarbeitungen wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 14 - Vor der Inbetriebnahme des Windparks werden die Befestigungsflansche, die Turmflansche und die Befestigung der Blätter geprüft; diese Prüfung wird systematisch alle 3 Jahre wiederholt. Jede Prüfung wird Gegenstand eines Prüfungsberichtes, der durch die Einrichtung, die die Prüfung vorgenommen hat, erstellt wird.

Der Betreiber fügt dem in Artikel 27 genannten Register eine Abschrift aller Berichte bei.

Art. 15 - Jede Windkraftanlage verfügt über:

1° ein positives Sicherheitssystem, durch das die Windkraftanlage im Falle eines Störfalls des lokalen Steuersystems ausgeschaltet wird;

2° ein Erkennungssystem, durch das der Betreiber oder ein von ihm bestimmter Operator bei Brand oder einsetzender Überdrehzahl der Windkraftanlage jederzeit gewarnt werden kann;

3° eine Blitzschutzeinrichtung und ein Eisfassungssystem.

Diese Vorrichtungen werden vor ihrer Inbetriebnahme und mindestens einmal im Jahr durch eine Außendienststelle für technische Prüfungen am Arbeitsplatz (SECT) getestet. Bei jeder Prüfung wird ein Prüfungsbericht verfasst.

Die Prüfungsberichte werden dem in Artikel 27 genannten Register beigelegt.

Art. 16 - Die Windkraftanlage wird stillgelegt, sobald die Windgeschwindigkeit die Abschaltgeschwindigkeit übertrifft, oder Eis erfasst wird.

Art. 17 - Der Betreiber trifft die erforderlichen Vorkehrungen, um Drittpersonen vor der Gefahr zu warnen, die durch die ständige Anwesenheit des Menschen unterhalb des Fall- oder Wurfbereichs der Rotorblätter, welche durch seine Tätigkeiten oder seine Wohnung bedingt ist, entsteht.

Art. 18 - Wird Feuer entdeckt, so wird die Maschine sofort stillgelegt, und der regionale Feuerwehrdienst so rasch wie möglich alarmiert, um den Umkreis abzusichern, der dem auf den Turm zentrierten kreisförmigen Bereich entspricht, dessen Radius den größten Auswirkungsabstand der Windkraftanlage darstellt.

Art. 19 - Innerhalb der Windkraftanlage muss das ständige Vorhandensein von einem halben Kubikmeter saugfähiger Tücher, sowie von 50 kg ölaufsaugenden Granulats im Falle eines unfallbedingten Abfließens von Öl auf den Boden vorgesehen sein.

KAPITEL V — Lärm

Abschnitt 1 — Geräuschpegelnormen

Art. 20 - In Abweichung von Kapitel VII, Abschnitt II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe werden die Grenzwerte für die Geräuschemissionen eines Windparks in vorliegendem Kapitel bestimmt.

Art. 21 - Die Grenzwerte des Beurteilungspegels des Sondergeräuschs (L_A, part, 1h) werden unter Berücksichtigung der Immissionsstelle festgesetzt, an der die Messungen vorgenommen werden und sind in der folgenden Tabelle anzufinden:

Immissionsstelle, an der die Messungen durchgeführt werden		Grenzwerte (dBA)			
		Tag 7 Uhr-19 Uhr	Übergang 6 Uhr-7 Uhr 19 Uhr-22 Uhr	Nacht 22 Uhr-6 Uhr nachts in der Sommerperiode	Nacht 22 Uhr-6 nachts außerhalb der Sommerperiode
I	Wohngebiete und Wohngebiet mit ländlichem Charakter	45	45	40	43
II	Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, und Parkgebiete	45	45	43	43
III	Alle Gebiete, einschließlich der in I und II genannten Gebiete, wenn sich die Messstelle weniger als 500 m von dem Abbaugelände, dem industriellen Gewerbegebiet oder dem spezifischen Gewerbegebiet, oder weniger als 200 m von dem gemischten Gewerbegebiet, in dem der ganze Windpark liegt, befindet.	55	50	45	45
IV	Freizeitgebiete und Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen	55	50	45	45

Die kommende Nacht gilt als Nacht der Sommerperiode, wenn die Temperatur um 22 Uhr in der nächstgelegenen KMI-Wetterstation 16°C erreicht.

Art. 22 - Der Umweltminister kann für den Lärm von Windparks spezifische Bedingungen und Messmethoden bestimmen, die die Bedingungen für die Lärmmessung nach Kapitel VII, Abschnitt 3 des vorgenannten Erlasses ergänzen.

Art. 23 - In Abweichung von Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Messungen vorgenommen werden, wenn die Windgeschwindigkeit 5 m/s übertrifft.

Abschnitt 1 — Abweichungen

Art. 24 - Für die Wohnhäuser, die sich außerhalb der Wohngebiete und der Wohngebiete mit ländlichem Charakter befinden, kann im Falle eines hohen Hintergrundgeräuschs von Artikel 21 abgewichen werden, wenn in der Akte zum Genehmigungsantrag für die betreffenden, bereits gebauten Wohnhäuser Schallschutzgarantien vorhanden sind. In diesem Fall entsprechen die Grenzwerte des Beurteilungspegels des Sondergeräuschs dem Pegel des Hintergrundgeräuschs des Windparks.

Der für die Umwelt zuständige Minister kann die Methoden und Bedingungen für die Bewertung des Pegels des Hintergrundgeräuschs des Windparks bestimmen.

Abschnitt 2 — Mitteilung der Parameter und Ermächtigung

Art. 25 - Die folgenden Daten werden ständig vom Betreiber in Höhe der Gondel jeder Windkraftanlage des Windparks in Zeiträumen von je 10 Minuten gemessen:

1° die durchschnittliche und maximale Windgeschwindigkeit (in m/s oder km/h);

2° die in Grad ausgedrückte Windrichtung;

3° die erzeugte Stromleistung (in kW);

4° die durchschnittliche und maximale Rotordrehzahl (in Umdrehungen/Minute).

Der Betreiber übermittelt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten oder der Einrichtung oder dem Labor, die bzw. das mit der Kontrolle der Lärmpegel des Windparks gemäß Artikel 29 § 1 beauftragt ist, die im vorigen Absatz

genannten Daten betreffend jede Periode, während welcher Schallmessungen durchgeführt worden sind.

Art. 26 - Das Labor oder die Einrichtung, das bzw. die mit der Kontrolle der Lärmpegel des Windparks gemäß Artikel 29 § 1 beauftragt ist, kann einen zeitweiligen Stillstand der Windkraftanlagen verlangen, um den Fremdgeräuschpegel zu messen.

Dies gilt auch für den mit der Überwachung beauftragten Beamten im Rahmen der Ausübung seiner Aufgaben.

KAPITEL VI — Kontrolle, Selbstkontrolle, Selbstüberwachung

Abschnitt 1 — Selbstkontrolle durch den Betreiber

Art. 27 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ein Register zur Verfügung, in dem folgende Angaben stehen:

1. das Datum der durchgeführten Wartungsvorgänge;
2. die Art dieser Vorgänge;
3. Name und Funktion der Personen, die diese Vorgänge durchgeführt haben;
4. die Vorschriften gemäß Art. 8 und 12;
5. die Berichte der Prüfungen und Versuche nach Art. 14, 15 und 19.

Art. 28 - Vor der Inbetriebnahme des Windparks führt der Betreiber Versuche durch, um sicherzugehen, dass die gesamten Ausrüstungen einwandfrei funktionieren. Diese Versuche umfassen:

1. einen Stillstand;
2. ein Not-Aus-Verfahren;
3. einen Stillstand anlässlich einer Überdrehzahl oder einer Überdrehzahl-Simulation;
4. eine visuelle Kontrolle des Turms, der Blätter und der Elemente, die durch den Blitz beschädigt werden können.

Diese Kontrollen werden jährlich wiederholt.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Geräuschpegel

Art. 29 - § 1. Innerhalb eines Jahres nach der ersten Inbetriebnahme eines Betriebs oder seiner Erweiterung lässt der Betreiber auf seine Kosten ein Lärm-Monitoring des Betriebs durchführen. Dieses Lärm-Monitoring betrifft die Geräuschemissionen des Betriebs.

Die Kontrollmessungen müssen von einem Laboratorium oder einer Einrichtung durchgeführt werden, das bzw. die gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm, Kategorien 1 und 2, zugelassen ist.

§ 2. Die Messkampagne wird an mindestens drei Immissionsstellen durchgeführt, die für die verschiedenen Standorte, die dem Lärm aus dem Betrieb ausgesetzt sind, repräsentativ sind.

Um die Überwachung zu erleichtern oder die lokalen Besonderheiten zu berücksichtigen, können in den Sonderbedingungen bestimmte spezifische Messstellen vorgesehen werden.

§ 3. Der technische Bericht über die Lärm-Monitoring-Kampagne wird spätestens 12 Monate nach der Inbetriebnahme des Windparks dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

KAPITEL VII — Wiederinstandsetzung

Art. 30 - Bei einer endgültigen Außerbetriebnahme der Windkraftanlagen werden die Anlagen abgebaut und die Fundamente über eine Tiefe von mindestens 2 Metern abgebrochen.

Art. 31 - § 1. Die Wiederaufschüttung wird mit Erde aus den Aushubarbeiten durchgeführt, wobei dafür gesorgt wird, dass man an der Oberfläche eine Ackerkrume über eine Höhe erhält, die den Verhältnissen am Standort entspricht; sie kann auch mit auf die Baustelle zugeführter Erde erfolgen, die potentiell nicht verschmutzt ist, keine gefährlichen Abfälle enthält, und aus einer Bodenbenutzung stammt, die derjenigen des aufzuschüttenden Geländes ähnlich ist.

§ 2. Das in § 1 genannte Erdreich enthält, weder als Masse noch als Volumen,

1° nicht mehr als 1% nicht steinige Materialien (Gips, Kautschuk, Isolierstoffe, Dachabdeckungsmaterialien oder sonstige inerte Stoffe);

2° nicht mehr als 5% organische Stoffe (Holz, Pflanzenrückstände,...);

3° nicht mehr als 5% steinige Materialien (Natursteine, Abbruchschutt). Was die Natursteine betrifft, versteht sich der Prozentsatz außerhalb der aus geologischen oder historischen Gründen auf dem betroffenen Gelände vorhandenen Natursteine.

KAPITEL VIII — Sicherheitsleistung

Art. 32 - Für den Betrieb von Windparks wird immer eine Sicherheit geleistet.

Zwecks der Einschätzung des Betrags der Sicherheit fügt der Betreiber seinem Genehmigungsantrag eine Veranschlagung der Abbaukosten je Maschine bei, unter Berücksichtigung der Verpflichtungen zur Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten und der Wiederaufschüttung nach Artikel 30 und 31.

Diese Einschätzung beeinträchtigt keinesfalls die Möglichkeit für die befugte Behörde, den Betrag der Bürgschaft zu revidieren, auf der Grundlage des vorherigen Gutachtens der Dienststellen der Abteilung Boden und Abfälle der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

KAPITEL IX — Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 33 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 1999 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen ergänzt:

„Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine in den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Windkraftanlage oder ein Windpark betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 vorliegenden Artikels verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXIX des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.“

Art. 34 - In Artikel 30 desselben Erlasses wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine in den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Windkraftanlage oder ein Windpark betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 vorliegenden Artikeln verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXIX des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.”.

Art. 35 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird eine vorliegendem Erlass beigefügte Anlage eingefügt.

Art. 36 - Die Rubrik 40.10.01.01.04 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird durch das Folgende ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
40.10.01.04. Windpark: Windkraftanlage: elektromechanische Vorrichtung, zusammengesetzt aus einem Turm, über dem sich eine Gondel befindet, welche einen elektrischen Generator enthält, dessen Rotor durch ein oder mehrere Blätter angetrieben wird, und die die kinetische Energie des Windes entweder direkt in elektrische Energie, oder aber in mechanische Energie umwandelt, welche wiederum in elektrische Energie umgewandelt wird. Windpark: Gesamtheit von einer oder mehreren Windkraftanlagen, innerhalb eines Umkreises, der dem kleinsten konvexen Polygon entspricht, in dem sich die auf die Türme zentrierten Scheiben befinden, deren Radius dem Rotorradius der installierten Art von Windkraftanlage gleich ist, wobei jede Seite des besagten Polygons zwei Scheiben tangiert. Ein Windpark mit zwei Windkraftanlagen ist in einem Rechteck eingeschrieben. Ein Windpark mit einer Windkraftanlage ist ganz in einem Kreis eingeschrieben, der dem auf die Turmachse zentrierten Rotorradius entspricht 40.10.01.04.01. mit einer Gesamtleistung von 0,1 MW elektrisch oder mehr, und weniger als 0,5 MW elektrisch	3					
40.10.01.04.02. mit einer Gesamtleistung von 0,5 MW elektrisch oder mehr, und weniger als 3 MW elektrisch	2		DNF, DEBD			
40.10.01.04.03. mit einer Gesamtleistung von 3 MW elektrisch oder mehr	1	X	DNF, DEBD			

Art. 37 - § 1. Der vorliegende Erlass ist innerhalb von drei Jahren ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar. Ein Betrieb gilt als bestehender Betrieb, wenn es für ihn am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine gültige Genehmigung gibt.

§ 2. Der vorliegende Erlass tritt 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 3. Die Betreiber von Windparks lassen auf ihre Kosten ein Lärm-Monitoring des Betriebs durchführen. Diese Studie betrifft die Geräuschemissionen des gesamten Windparks.

Die Kontrollmessungen werden von einem Laboratorium oder einer Einrichtung durchgeführt, das bzw. die gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm, Kategorien 1 und 2, zugelassen ist. Die Messkampagne wird an mindestens drei Immissionsstellen durchgeführt, die für die verschiedenen Standorte, die dem Lärm aus den Windkraftanlagen ausgesetzt sind, repräsentativ sind.

Der technische Bericht über die Lärm-Monitoring-Kampagne wird spätestens 5 Jahre nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

Art. 38 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage

Anlage XXIX

Informationen über die Windparks nach den Rubriken 40.10.01.04.02 und 40.10.01.04.03

1° ein Lärm-Monitoring von einem Laboratorium oder einer Einrichtung, das bzw. die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm zugelassen ist, unter Berücksichtigung der Prognosemethoden und Verfahren zur Messung des Hintergrundlärms, die vom Minister bestimmt werden können, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, außer wenn dieses Lärm-Monitoring bereits in der Umweltverträglichkeitsprüfung kraft Artikel R57 des Buches I des Umweltgesetzbuches durchgeführt wurde;

2° die vorherigen Gutachten von den Militärbehörden, Belgocontrol, dem IBPT, dem RTBF, falls die Niederlassung des Windparks die Funktion der Radar- und Navigationshilfegeräte, die im Rahmen der Sicherheitsaufgaben des Flugverkehrs und der meteorologischen Sicherheit der Personen und Güter benutzt werden, oder die Funktion der militärischen, zivilen oder wissenschaftlichen Ausrüstungen, oder aber die Kommunikationsmedien auf bedeutende Weise beeinträchtigen könnte, wenn diese Einrichtungen ein solches vorheriges Gutachten abgegeben haben;

3° die folgenden Angaben für jede Windkraftanlage:

3.1. Koordinaten

° ' " N

° ' " E

X = Y = Z =

3.2. Bodenhöhe des Hindernisses (AGL): m

Höhe des Bodens (AMSL): m

Höhe am Gipfel der Windkraftanlage (AMSL): m

4° eine Gefahrenstudie, falls die Windkraftanlage in der Nähe oder innerhalb eines bestehenden Gewerbegebiets, eines bestehenden Industriegebiets oder in der Nähe von jeglichem Ort aufgestellt wird, wo Tätigkeiten stattfinden oder sich Lager oder Anlagen befinden, und dies nur in jenem Falle, wo das Vorhandensein von Windkraftanlagen die Gefährlichkeit oder Unfallgefahr erhöhen kann;

5° das vorherige Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen betreffend die Auswirkungen des Projekts auf die Flora, Fauna, Vögel und Fledermäuse, wenn ein solches Gutachten abgegeben wurde. Falls das Projekt ökologische Ausgleichsmaßnahmen für die Berücksichtigung der Biodiversität vorsieht, eine Kopie der mit den Eigentümern der betreffenden Parzellen abgeschlossenen Verträge, damit diese Ausgleichsmaßnahmen ordnungsgemäß durchgeführt werden;

6° ein Merkblatt des Herstellers mit den Gewichtsprozenten der verschiedenen Materialien der Windkraftanlage (Epoxy, Glasfaser, Beton, Stahl, Edelmetalle, Öle, Kunststoffe,...) und eine Veranschlagung der Abbaukosten;

7° eine Studie über den Schattenwurf, wenn sich eine oder mehrere Windkraftanlagen in der Nähe von Wohngebäuden befinden, außer wenn diese Studie kraft Artikel R.57 des Buches I des Umweltgesetzbuches bereits in der Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt worden ist;

8° wenn sich eine Windkraftanlage in der Nähe von Leitungen für den Transport von Gas oder Kohlenwasserstoffen befindet, die genaue Lage dieser Leitungen auf den dem Genehmigungsantrag beigefügten Aufstellungszeichnungen. Gegebenenfalls das vorherige Gutachten des Betreibers der Transportinfrastruktur, wenn ein solches Gutachten abgegeben wurde, sowie gegebenenfalls eine Gefahrenstudie, durch die nachgewiesen wird, dass die Zunahme der Störfallhäufigkeit wegen des Vorhandenseins einer Windkraftanlage unterhalb 10% der betriebseigenen Störfallhäufigkeit der Infrastruktur für den Transport von Gas oder Kohlenwasserstoffen ist;

9° im Falle der Aufstellung einer Windkraftanlage in der Nähe einer Mittel- oder Hochspannungsstromleitung, das vorherige Gutachten des Betreibers des Stromübertragungsnetzes, wenn ein solches Gutachten abgegeben wurde.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen für Windparks mit einer Gesamtleistung von 0,5 MW oder mehr, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201510]

13 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden voor windmolenparken met een totaalvermogen van 0,5 MW of meer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3 tot 5, 7 tot 9, 17, 55, § 1, en 83;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 54.717/4 van de Raad van State, gegeven op 6 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beschikking nr. 406/2009/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 inzake de inspanningen van de lidstaten om hun broeikasgasemissies te verminderen om aan de verbintenissen van de Gemeenschap op het gebied van het verminderen van broeikasgassen tot 2020 te voldoen, waarbij België een verplichting wordt opgelegd tot vermindering van broeikasgassen tegen 2020 met 21 % voor de ETS-sector (zware industrie, energie...) en met 15 % voor de niet ETS-sector (residentieel, landbouw...) ten opzichte van de emissiecijfers van 2005;

Gelet op Richtlijn 2009/28/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG, waarbij de lidstaten dwingende doelstellingen en maatregelen worden opgelegd betreffende het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, waarbij België zijn aandeel in de productie van energie uit hernieuwbare bronnen voor de eindconsumptie van energie in 2020 met 13 % moet optrekken;

Overwegende dat voornoemde verplichtingen tot vermindering van de emissies van broeikasgassen en verhoging van de productie van energie uit hernieuwbare bronnen verdeeld worden tussen de drie Gewesten en de federale overheid;

Overwegende dat de Waalse Regering zich er via haar Waalse Gewestbeleidsverklaring 2009-2014 toe verbonden heeft om tegen 2020 20 % van de eindconsumptie inzake energie uit hernieuwbare bronnen te halen;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg op 11 juli 2013 een referentiekader aangenomen heeft voor de vestiging van windturbines in Wallonië, waarin de algemene beleidslijnen in termen van aanleg van windenergieprojecten gekoppeld worden aan een algemene productiedoelstelling van 3 800 GWh elektriciteit tegen 2020;

Overwegende dat de aanleg van windmolenparken in Wallonië, gelet op voorgaande gegevens, een noodzaak is om te voldoen aan een verbintenis inzake productie van hernieuwbare energie en dat de windmolenparken om die reden projecten van openbaar belang zijn die ter ondersteuning of ter vervanging dienen van energiebronnen die een ergere aantasting van het leefmilieu vormen; dat dit openbaar belang overigens gekenmerkt wordt door de noodzaak om Wallonië te voorzien van een voldoende en onafhankelijke energievoorziening;

Overwegende dat op duurzame wijze tegemoetgekomen dient te worden zowel aan de energie-, economische, leefmilieubelangen van het Waalse Gewest als aan de belangen van diens inwoners;

Gelet op omzendbrief GDF-03 van 12 juli 2006 van het Directoraat-generaal Luchtvaart van FOD - Mobiliteit en Vervoer betreffende de bebakening van hindernissen voor de luchtvaart;

Gelet op de norm van de Internationale Elektrotechnische Commissie IEC 61400 betreffende windgeneratoren en afgeleide normen;

Gelet op de aanbeveling van de Raad van Europa van 12 juli 1999 betreffende de beperking van de blootstelling van het publiek aan elektromagnetische velden (van 0 Hz tot 300 Hz), bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie* op 30 juli 1999;

Overwegende dat alle ingedeelde inrichtingen onderworpen zijn aan het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en meer bepaald aan hoofdstuk VII - Geluidshinder; dat dat hoofdstuk zo werd opgesteld dat het toegepast zou kunnen worden op de meerderheid van industriële inrichtingen; dat elke ingedeelde inrichting een geluidsemisiebepaling opgelegd krijgt van 40 dBA 's nachts wanneer de immissiemeting verricht wordt in een woongebied of in een woongebied met landelijk karakter;

Overwegende dat elke ingedeelde inrichting wegens zijn uitbating aan de doelstellingen inzake milieubescherming onderworpen is; dat het dus nodig is om de activiteiten en de installaties voor windenergieproductie te voorzien van aangepaste uitbatingvoorwaarden; dat er bijgevolg sectorale voorwaarden vastgesteld moeten worden die voor windturbines maximumnormen inzake immissiegeluid opleggen;

Dat daar, hoewel het in dit opzicht oordeelkundig blijkt verder te werken in de trant van de algemene voorwaarden, op marginale wijze van afgeweken dient te worden om de uitbating van de inrichtingen waarvan sprake zo nauwkeurig mogelijk af te bakenen;

Overwegende dat de algemene voorwaarden metingsvoorwaarden bepalen voor de waarborg van de kwaliteit en de reproduceerbaarheid ervan; dat het bijvoorbeeld nodig is de akoestische storingen, toe te schrijven aan de wind, buiten beschouwing te laten, om de twee volgende redenen :

- sterke wind verhoogt de geluidshinder op structuren in de leefomgeving (bomen, gebouwen) en die last beïnvloedt en verstoort de geluidsmeting;

- de wind vervormt de geluidsgolven en dus het gepercipieerde geluidsniveau afhankelijk van de windrichting;

Overwegende dat de algemene voorwaarden, om te voorkomen dat de metingen bovenmatig verstoord worden door neveneffecten, bepalen dat geluidsmetingen enkel bij neerslag of met een windsnelheid van meer dan 5 m/s uitgevoerd mogen worden;

Overwegende dat windturbines een geleidelijk sterker wordend geluid maken wanneer de wind hogere snelheden bereikt; dat de beperking van de geluidsnorm voor windturbines tot kleine windsnelheden geen gepaste weergave zou betekenen van de geluidsniveaus die ze bij normale werking bereiken, namelijk wanneer de wind sterk genoeg is; dat de algemene voorwaarden klaarblijkelijk niet vastgelegd werden rekening houdend met de specificiteit van de windturbines; dat daaruit voortvloeit dat de grenzen van de geluidsniveaus bepaald door voornoemd besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 niet aangepast zijn aan de regulering van de geluidslast van windturbines;

Overwegende dat, wanneer de wind zacht waait (< 5 m/s, windturbines draaien vanaf windsnelheden tussen 3 en 4 m/s), het geluid afkomstig van de machine onvoldoende is om boven omgevingsgeluid uit te steken; dat, wanneer de wind hard waait (> 10 m/s), omgevingsgeluid (het eigenlijke waaien van de wind of het waaien van de wind tegen [on]bebouwde obstakels) begint te overheersen ten opzichte van het machinegeluid, en dat het geluid van de machine alweer niet boven omgevingsgeluid uit kan steken;

Overwegende dat wanneer de wind dan weer een snelheid bereikt vervat tussen 7 en 9 m/s, windturbinegeluiden op hun maximaal niveau boven omgevingsgeluid uit steken;

Overwegende dat rekening gehouden werd met die bovengrenzen in het omgevingsgeluid, met het geluid afkomstig van windturbines in het in juli 2002 aangenomen referentiekader voor windturbines waarbij de Nederlandse normen als maatstaf voor geluidshinder werden genomen; dat de bevoegde overheid, door bijzondere voorwaarden te bepalen voor geluidshinder in vergunningen voor windturbines, gedurende meerdere jaren met de Nederlandse methodologie, bepaald in het referentiekader 2002, gewerkt heeft;

Overwegende dat de Raad van State evenwel in arrest nr. 222.592 van 21 februari 2013, Dumont en consorten, evenals in daarop volgende arresten met dezelfde uitspraak, aanstipt dat bovenwaarden, vastgelegd in bijzondere voorwaarden die zouden afwijken van bovenwaarden vastgelegd in voornoemde algemene voorwaarden, w.o. de nachtelijke 40 dBA-grens, onwettelijk zouden zijn; dat de afwijking van de algemene voorwaarden immers enkel in een besluit houdende sectorale voorwaarden vervat kan worden; dat het arrest van de Raad van State erop wijst dat een besluit dat sectorale voorwaarden zou vastleggen die zouden afwijken van de algemene voorwaarden dienovereenkomstig gemotiveerd zouden moeten worden;

Overwegende dat de Raad van State in zijn arresten nrs. 225.194 van 22 oktober 2013 en 225.439 van 12 november 2013 aanstipt dat « als de Regering acht dat de algemene voorwaarden, daar ze van toepassing zijn, niet zijn aangepast aan de uitbating van windturbines, zij dan de plicht heeft om sectorale voorwaarden vast te leggen voor de uitbating van die categorie inrichtingen geschikt om de doelstellingen bedoeld in voornoemd artikel 2 te bereiken »;

Overwegende dat de doelstellingen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning er hoofdzakelijk toe strekken mens of leefmilieu in een optiek van geïntegreerde aanpak van preventie en vermindering van de milieuverontreiniging te beschermen tegen de gevaren, de hinder of de nadelen die een inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks kan veroorzaken tijdens of na de uitbating; dat er in artikel 2, lid 2, bepaald wordt dat het decreet met name een bijdrage beoogt tot het o.a. rationele energiebeheer;

Overwegende dat de verhoging van het aantal Waalse windmolenparken een noodzaak is om te voldoen aan een verbintenis inzake productie van hernieuwbare energie en dat de windmolenparken daarom dus projecten van openbaar belang vormen; dat het beleid van de Gewestregering inzake de totstandkoming van windmolenparken aan deze parken een hoog belang hecht waarmee de milieunormen rekening moeten houden;

Overwegende dat het gelet op voornoemde gegevens noodzakelijk blijkt de immissiewaarden van de windturbines aan te passen;

Dat de voorwaarden voor de geluidsmetingen voor windturbines overigens eveneens vastgesteld zullen kunnen worden door de Minister van Leefmilieu;

Overwegende dat er, hoewel specifieke onderzoeken inzake geluidsoverlast van windturbines wijzen op een hogere hinder toe te schrijven aan de modulering van de amplitude van geluid, toch ook aangestipt moet worden dat de werking van windturbines verband houdt met het - niet ononderbroken - waaien van de wind; dat windturbines bijgevolg niet de hele tijd werken en minder dan 10 % van de tijd op hun nominaal vermogen werken; dat de geluidshinder van windturbines niet de hele nacht aanhoudt; dat de hinder minder sterk is dan van geluidsoverlast die elke nacht zou optreedt, het hele jaar door; dat die factor de bovenmatige hinder, toe te schrijven aan de modulering van het geluid van windturbines, afzwakt;

Overwegende dat het verslag van de Hoge Gezondheidsraad (2013) de inachtneming van de WHO-normen aanbeveelt, met o.a. een nachtwaarde van 40 dBA als jaargemiddelde buiten woningen zonder evenwel de parameter nader te bepalen waarop die norm van toepassing is;

Overwegende dat de WHO overigens de inachtneming van een waarde van 45 dBA aanbeveelt als equivalent continu geluid buiten de gebouwen als gemiddelde in een 8-urige nacht; dat, gelet op het onderbroken karakter van de werking van windturbines, die waarde als jaargemiddelde en de 45 dBA-norm als equivalent continu geluid makkelijk nageleefd worden door de toepassing van de normen voorgesteld in huidige sectorale voorwaarden;

Overwegende dat het milieueffectenonderzoek van de positieve referentiekaart die als omzetting geldt van het bijgewerkt referentiekader van het windturbinebeleid voor Wallonië (juni 2013) de aanneming voorstelt van nachtelijke grenswaarden van 40 dBA als zomerwaarden en 43 dBA als buiten-zomerwaarden, die van toepassing zijn als geluidsclassificatieniveau van het specifiek windturbinegeluid;

Overwegende dat dit besluit dat voorstel overneemt, met nadere bepalingen; dat onder "zomerperiode" dient te worden verstaan, de periode wanneer de temperatuur om 22 uur 16 graden bedraagt in het dichtstbijzijnde weerstation; dat dit onderscheid uitgelegd wordt door het feit dat vensters van slaapkamers meestal dicht zijn in de koudste periodes van het jaar; dat de hoogste geluidsniveaus van windturbines worden vastgesteld voor periodes van strakke wind, die voorvallen tijdens de grootste weersstoringsen, namelijk in een periode waarin de vensters meestal niet open blijven en waarin men zich meestal niet buiten wenst te bevinden; dat de zomerperiode de meest windstille periode is, waarin er dus minder windturbine-energie wordt geproduceerd; dat dit juist de periode is waarin omwonenden meestal met vensters open wensen te slapen; dat die periode dus een antwoord is op de bekommernis van omwonenden omtrent milieubescherming en op de bekommernis inzake het bereiken van de doelstellingen van productie van hernieuwbare energie vastgesteld door het Waalse Gewest;

Overwegende dat de respectievelijke grenzen van 40 en 43 dBA conform en zelfs strenger zijn dan de aanbevelingen van de Wereldgezondheidsorganisatie van 1999 en 2009, zowel voor geluidsemisies aan de buitenkant van een kamer met open raam (45 dBA) als binnenskamers (30 dBA); dat de geluidsniveau van 43 dBA aan de buitenkant van slaapkamers coherent zijn met een geluidsniveau van 30 dBA binnen slaapkamers rekening houdend met de vermindering van het geluidsniveau met 15 dBA door een op een kier staand venster; dat die aanbevelingen evenwel niet specifiek zijn voor geluidshinder van windturbines;

Overwegende dat bovenvermelde grenzen dus een goed evenwicht vormen tussen bekommernissen inzake volksgezondheid en inzake ontwikkeling van windenergiegeneratoren;

Overwegende dat er overigens afgeweken moet kunnen worden van de nieuwe grenswaarden wanneer een luid achtergrondgeluid, zoals bijvoorbeeld de hinder in de nabijheid van vervoersnetten, vastgesteld wordt als gevolg van een akoestisch onderzoek verricht door een erkend laboratorium of organisme; dat het geluidsniveau van windturbines inderdaad, daar het dan verzvolgen wordt in achtergrondgeluid, in dat geval het achtergrondgeluidsniveau gevoelig kan benaderen zonder evenwel een bijkomende bron van geluidshinder voor de buurt te betekenen; dat het bijgevolg buiten proportie zou zijn om de grenswaarden te behouden die voor windturbines minder streng zouden zijn dan achtergrondgeluiden;

Overwegende dat de geluidsgrens van 43 dBA voorgesteld voor nachtelijk geluid buiten de zomerperiode hoger is dan de grens voorgesteld in de algemene voorwaarden (40 dBA);

Overwegende dat de afwijking van 3 dBA evenwel marginaal is daar zij overeenstemt met de perceptiedrempel van de verhoging van het geluidsniveau voor het menselijk oor, terwijl de nieuwe voorwaarden inzake geluidshinder een beter aangepaste (d.w.z. op de weersomstandigheden afgestemde) bescherming van het milieu en de menselijke gezondheid bieden; dat men er daarenboven op gewezen heeft dat het beschermingsniveau voor de mens en het milieu hoog blijft;

Overwegende dat het referentiekader van het windenergiebeleid aangenomen door de Waalse Regering in juli 2013 overigens in talrijke voorwaarden voorziet ter beperking van de geluidshinder door die installaties, met name wat betreft de afstanden van hun inplantingsplaats tot de bebouwing; dat het openbaar belang van een uitbreiding van het windmolenpark voor het Gewest eveneens in herinnering werd gebracht;

Overwegende dat het standstillbeginsel inzake leefmilieu gewaarborgd wordt door een evenwicht tussen een kleine versoepeling van de akoestische normen en de voordelen van een verminderd gebruik van fossiele brandstoffen en de vermindering van CO₂-emissies;

Overwegende dat het dus verantwoord is om die grenswaarden van geluidsniveaus te herzien rekening houdend met de specifieke kenmerken van geluidshinder door windturbines; dat er dus afgeweken dient te worden van de artikelen 24 en 30 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor de uitbating van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en ze te vervangen door de bepalingen van dit besluit wat betreft de akoestische normen van toepassing op de windturbines;

Overwegende dat de normen, voor wat betreft de woningen gelegen in bedrijfsruimtes of in de nabijheid ervan, in overeenstemming zijn met de algemene voorwaarden; dat de ontwikkelaars er evenwel op zullen toezien dat de bijkomende geluidshinder die evenwel zou ontstaan uit de inplanting van windmolenprojecten zo gering mogelijk gehouden zal worden;

Overwegende dat huidige sectorale voorwaarden rekening houden met de best beschikbare technologieën voor zover de grenswaarden werden vastgesteld door enerzijds uit te gaan van de meest performante windturbines, heden beschikbaar op de markt (met name in termen van geluidsemissies en van mogelijkheden om de emissies te moduleren in functie van verscheidene parameters zoals bijv. het seizoen, de periode van de dag, de weersomstandigheden enz.) en anderzijds de meest geëvolueerde meettoestellen en -methodes te gebruiken voor de voorspelling en de controle van geluidsemissies en -immissies die bestaan op internationaal niveau (WHO-aanbevelingen, ISO-normen 1996-2 en IEC 61400-11, enz.);

Overwegende dat artikel 9 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning hetvolgende bepaalt : "Wanneer de Regering algemene, sectorale en integrale normen vastlegt, wijzigt of aanvult, bepaalt ze binnen welke termijn de nieuwe normen van toepassing zijn op de bestaande inrichtingen. Als ze geen termijn opgeeft, zijn de nieuwe normen niet van toepassing op goedgekeurde inrichtingen of op inrichtingen die aangegeven worden na de inwerkingtreding ervan";

Overwegende dat huidige sectorale voorwaarden eveneens toegepast moeten worden op de bestaande windturbineparken zoals omschreven in dit besluit;

Overwegende dat het nodig is een bepaalde termijn toe te staan om de bestaande windturbineparken in overeenstemming te brengen met de nieuwe norm;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na erover beraadslaagd te hebben,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op windmolenparken met een totaal vermogen gelijk aan of hoger dan 0,5 elektrische MW, bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° uitbreiding van een windmolenpark : elk windmolenpark ingeplant in de nabijheid van een bestaand park, zodanig dat de afstand tussen het middelpunt van de masten van de dichtst bij elkaar staande windturbines die respectievelijk behoren tot één van beide parken, lager is dan of gelijk is aan veertienmaal de diameter van de gemiddelde draai beweging van de windturbines;

2° inkoopstation : installatie die voor de aansluiting zorgt van de kabels die elektriciteit uit windturbines in middenspanning vervoeren op de aansluitkabel van het elektriciteitsnet; het (de) inkoopstation(s) maakt (maken) volledig deel uit van het windmolenpark;

3° straal van de draai beweging : afstand berekend tussen de as van de rotornaaf en de tip van een blad;

4° diameter van de draai beweging : de dubbele straal van de draai beweging;

5° totale hoogte van de windturbine : afstand van de voet van de mast (grondhoogte) tot de tip van het blad wanneer dat blad zich op tiphoogte bevindt;

6° nominale snelheid : draaisnelheid van de windturbine die overeenstemt met het maximale vermogen van de machine zoals voorzien door de bouwer;

7° overbelastingssnelheid: maximale windsnelheid, vastgesteld door de bouwer, waarbij de windturbine, als die snelheid eenmaal overschreden is, om veiligheidsredenen automatisch stopt;

8° overtoerental : draaisnelheid van de draaiende delen van het bovenste gedeelte van de machine die de maximale snelheid, opgegeven door de bouwer, overschrijdt;

9° maximaal valbereik van de windturbine : trefgebied van een volledig afgebroken blad bij een overtoerental dat overeenstemt met de dubbele nominale draaisnelheid;

10° $L_{Aeq,1h}$ -niveau : gewogen akoestisch drukniveau A van een stabiel continu geluid dat over een periode van één uur dezelfde gemiddelde kwadratische akoestische druk zou hebben als bedoeld geluid waarvan het niveau in functie van de tijd varieert;

11° achtergrondgeluidsniveau : de waarde van de klasse waarin $L_{Aeq,1h}$ voorkomt, 90 % van de tijd overschreden voor de gezamenlijke meetperiode zonder aanwezigheid van windturbinegeluid;

12° ambtenaren belast met de bewaking : de personeelsleden bedoeld in artikel R.87 van Boek I van het Waalse Milieuwetboek;

13° inbedrijfname van de windturbine : injectie van de geproduceerde energie in het net;

14° bestaand windmolenpark : behoorlijk vergund windmolenpark vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

15° woning : duurzaam bouwwerk voor permanente, secundaire of occasionele bewoning.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 2. De windturbines stemmen overeen met de norm van de internationale elektrotechnische commissie CEI 61400 betreffende windgeneratoren en afgeleide normen. De uitbater houdt elk stuk waaruit de conformiteit van de windturbines met voorvermelde norm blijkt ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK III. — Uitbating

Art. 3. De locatie beschikt permanent over een onderhouden berijdbare weg; de nabije omgeving, geplaatst onder de controle van de uitbater, wordt in een goede staat van reinheid gehouden.

Art. 4. Buiten de behoeften voor onderhoud om mag er 's nachts aan de voet van de windturbine of in de nabije omgeving ervan geen enkel lichtstelsel branden.

Art. 5. Enkel de personen, behoorlijk gemachtigd door de uitbater of één van diens afgevaardigden, heeft toegang tot de binnenkant van de windturbines.

Art. 6. De toegangen tot de binnenkant van elke windturbine, tot de eventuele aan de buitenkant gelegen transformatorstations of het inkoopstation worden op slot gehouden.

Art. 7. De uitbater stelt de richtlijnen vast voor de uitbating van de gezamenlijke installaties met inbegrip van met name :

1° de uit te voeren controles voor normaal functionerende installaties en ten gevolge van een stopzetting voor verbouwings-, herstel- of onderhoudswerken om in iedere omstandigheid de uitbatingsvoorwaarden na te leven;

2° de werkwijzen;

3° de frequentie voor de controle van de veiligheidsinstallaties en de installaties voor de behandeling van de ontstane vervuiling en hinder;

4° de richtlijnen voor het onderhoud en de reiniging;

5° de frequentie voor de controle van de waterdichtheid van de gondel.

Die uitbatingsrichtlijnen worden bij het register bedoeld in artikel 30 gevoegd.

Art. 8. Binnen in het windmolenpark, maar aan de buitenkant van de windturbines, mag het magnetisch veld inherent aan de activiteit en gemeten op 1,5 meter van de grond de grenswaarde van 100 microteslas niet overschrijden.

Art. 9. § 1. De effecten van de slagschaduw ontstaan ten gevolge van de werking van de windturbines worden beperkt tot 30 uur per jaar en 30 minuten per dag voor elke gebouwde en met een stedenbouwkundige vergunning behoorlijk vergunde woning die er de invloed van zou kunnen ondervinden. De slagschaduw wordt berekend volgens de "worst case"-methode met volgende kenmerken :

1. de zon schijnt van 's morgens tot 's avonds (continu klare hemel);

2. de windturbines werken permanent (windsnelheid steeds in het werkingsspectrum van windturbines en bij volle 100 % beschikbaarheid ervan);

3. de rotor van de windturbines staat steeds loodrecht op de zonnestrallen.

De uitbater gebruikt alle beschikbare middelen om de blootstelling aan de slagschaduw te verminderen en die grenzen na te leven.

§ 2. Die grenzen zijn niet van toepassing als de schaduw die ontstaat wegens de werking van de installatie geen invloed heeft op de bewoners in hun woning. In dat geval levert de uitbater het bewijs bij elk rechtsmiddel.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 10. De werking van de windmolenparken wordt gewaarborgd door bevoegd personeel met een gepaste opleiding met betrekking tot met name :

1° de specifieke risico's van windturbines;

2° de ingezette middelen om ze te voorkomen;

3° de te volgen noodprocedures;

4° de veiligheidsmaatregelen bedoeld in artikel 12;

5° de trainingsoefeningen, in voorkomend geval, in samenwerking met de hulpdiensten.

De uitbater houdt het bewijs dat elk personeelslid wel degelijk de basisopleiding heeft gevolgd ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 11. Er worden door de uitbater veiligheidsvoorschriften uitgewerkt en ter kennis gebracht van het personeel belast met de uitbating en het onderhoud. Die voorschriften bevatten :

1° de procedures voor noodstops en omschakeling naar veiligheidsstand van de windturbine;

2° de grenzen van de veilige werking en de stopzetting;

3° de modaliteiten voor de uitvoering van de elektrische isolatieregeling van de windturbine ten opzichte van het elektriciteitsnet;

4° de alarmprocedure met de telefoonnummers;

a) de verantwoordelijke voor de interventies van de inrichting;

b) de hulpdiensten;

c) de ambtenaar belast met de bewaking;

d) de gemeentelijke overheid van het ambtsgebied.

Een afschrift van de veiligheidsvoorschriften wordt bij het register bedoeld in artikel 27 gevoegd.

Art. 12. De uitbater plakt de voorschriften aan die derden moeten naleven als ze de site van de inrichting betreden. Die aanplakking wordt rechstreeks in leesbare letters verricht, ofwel met pictogrammen, op een bord dat uitgehangen wordt langs de toegangswegen van het windmolenpark.

Die voorschriften betreffen met name :

1. de veiligheidsvoorschriften die gevolgd moeten worden bij een abnormale toestand;

2. het verbod om de windturbine te betreden;

3. de waarschuwing in verband met het elektrocutierisico;

4. de waarschuwing in verband met vallend ijs.

Een afschrift van de voorschriften in vette letters en hun herzieningen worden ter beschikking gehouden van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 13. De bevestigingsklemmen, de mastklemmen en de vestiging van de bladen worden nagekeken voor inbedrijfname van het park en deze procedure wordt systematisch om de drie jaar herhaald. Het organisme dat de windturbine nakijkt stelt daar een controleverslag van op.

De uitbater voegt een afschrift van alle verslagen bij het register bedoeld in artikel 27.

Art. 14. Elke windturbine is uitgerust met :

1° een positief veiligheidssysteem waarbij de windturbine stopgezet wordt bij falen van het lokaal controlesysteem;

2° een detectiesysteem dat de uitbater of een door laatstgenoemde aangewezen operator bij brand of overtoerental van de windturbine kan waarschuwen;

3° een beschermingssysteem tegen blikseminslag en met detectie van ijsvorming.

Die systemen worden voor inbedrijfname en minstens één maal per jaar getest door een externe dienst voor technische controles op de werkplaats. Voor elke keuring wordt door die dienst een keuringsverslag opgesteld.

De verslagen worden bij het register gevoegd bedoeld in artikel 30.

Art. 14. De windturbine wordt stopgezet zodra de windsnelheid de overbelastingssnelheid overschrijdt of wanneer er ijsvorming gedetecteerd wordt.

Art. 17. De uitbater treft de nodige maatregelen om derden te verwittigen bij gevaar gevormd door de continuë aanwezigheid van de mens wegens zijn activiteit of zijn woonst in het wiekoverdraaigebied.

Art. 18. Bij branddetectie wordt de machine onmiddellijk stopgezet en de regionale brandweerdienst wordt zo spoedig mogelijk verwittigd om de omtrek te beveiligen die overeenstemt met het cirkelvormig gebied waarvan de mast het middelpunt vormt en waarvan de straal overeenstemt met het maximaal valbereik van de windturbine.

Art. 19. Binnen in de windturbine staan permanent absorberende votten ter beschikking met een totaalvolume van een halve kubieke meter, evenals 50 kilo absorberende granulaten voor het geval dat olie zich accidenteel op de vloer zou verspreiden.

HOOFDSTUK II. — Geluidshinder

Afdeling 1 — Normen voor geluidsniveaus

Art. 15. In afwijking van afdeling II van hoofdstuk VII van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de grenzen van de niveaus voor de geluidsemisies van een windmolenpark in dit hoofdstuk vastgelegd.

Art. 21. De grenswaarden van het geluidsclassificatieniveau van het afzonderlijk geluid (L_A, part, 1h) worden berekend in functie van het immissiegebied waarin de metingen worden uitgevoerd, als volgt opgenomen in onderstaande tabel :

Immissiegebied waarin de metingen worden uitgevoerd		Grenswaarden (dBA)			
		Dag 7 u.-19 u.	Overgang 6 u.-7 u. 19 u.-22 u.	Nacht 22 u.-6 u. zomerperiode nacht	Nacht 22 u.-6 u. buiten zomerperiode nacht
I	Woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter	45	45	40	43
II	Landbouwgebieden, bosgebieden, groengebieden, natuur- en parkgebieden	45	45	43	43
III	Alle gebieden, met inbegrip van de gebieden bedoeld in I en II, wanneer het metingspunt gelegen is in of op minder dan 500m van het ontginningsgebied, de industriële bedrijfsruimte of de specifieke bedrijfsruimte, of in of op minder dan 200m van de gemengde bedrijfsruimte waarin het windmolenpark gelegen is	55	50	45	45
IV	Recreatiegebied, gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen	55	50	45	45

De nachtelijke omstandigheden worden als zomers beschouwd voor de komende nacht wanneer de temperatuur 16 graden bereikt om 22 uur in het weerstation van het KMI dat het dichtst bij het windmolenpark gelegen is.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu kan specifieke meetvoorwaarden en -methodes bepalen voor de geluidshinder van windmolenparken ter aanvulling van de meetvoorwaarden voor geluidshinder omschreven in afdeling 3 van hoofdstuk VII van voornoemd besluit.

Art. 23. In afwijking van artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 2002 betreffende de milieuvergunning mogen de metingen uitgevoerd worden wanneer de windsnelheid 5 m/s overschrijdt.

Afdeling 1 — Afwijkingen

Art. 24. Er kan wegens luide achtergrondgeluiden van artikel 24 afgeweken worden wanneer de er geluidsafschermingswaarborgen voor de betrokken reeds opgetrokken gebouwen in het dossier van de vergunningsaanvraag worden opgenomen. In dat geval zijn de grenswaarden van het geluidsclassificatieniveau van het specifiek geluid gelijk aan het achtergrondgeluid van het windmolenpark.

De Minister van Leefmilieu kan de methodes en de voorwaarden voor de classificatie van het achtergrondgeluid van het windmolenpark bepalen.

Afdeling 2 — Mededeling van de parameters en machtiging

Art. 25. De uitbater meet permanent de volgende gegevens op de hoogte van de gondel van elke windturbine van het windmolenpark per periode van 10 minuten :

1° de gemiddelde en de maximale windsnelheid (uitgedrukt in m/s of km/u.);

2° de windrichting uitgedrukt in graden;

3° het geproduceerde elektrisch vermogen (uitgedrukt in kW);

4° de gemiddelde en de maximale draaisnelheid van de rotor (uitgedrukt in m/s of km/u.).

De uitbater maakt de gegevens bedoeld in vorig lid, met betrekking tot de gehele periode waarin de akoestische metingen werden uitgevoerd, over aan de toezichthoudende ambtenaar of aan het organisme of aan het laboratorium erkend voor en belast met de controle van de geluidsniveaus van het windmolenpark overeenkomstig artikel 29, § 1.

Art. 26. Het laboratorium of het organisme erkend voor geluidshinder en belast met de bijzondere geluidshinder van het windmolenpark kan de tijdelijke stopzetting van de windturbines eisen om de residuele geluidshinder te meten.

De toezichthoudende ambtenaar kan dit eveneens in de uitoefening van zijn opdrachten vragen.

HOOFDSTUK VI. — *Controle, autocontrole, zelftoezicht**Afdeling 1 — Autocontroles door de uitbater uitgevoerd*

Art. 27. De exploitant houdt een register ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar, die de volgende gegevens bevat :

- 1° de datum van de uitgevoerde onderhoudsverrichtingen;
- 2° de aard van bedoelde verrichtingen;
- 3° de naam en de functie van de personen die die verrichtingen hebben uitgevoerd;
- 4° de richtlijnen bedoeld in de artikelen 8 en 13;
- 5° de verslagen van de keuringen en de tests bedoeld in de artikelen 16, 18 en 29.

Art. 28. Voor inbedrijfname van het windmolenpark voert de uitbater tests uit die uitsluitel geven over de correcte werking van de gezamenlijke uitrustingen. Onder die tests worden verstaan :

- 1° een stopzetting;
- 2° een noodstop;
- 3° een stopzetting na een overtoerental of een simulatie van die toestand;
- 4° een visuele controle van de mast, de rotorbladen en de bestanddelen waarop een blikseminslag mogelijk zou zijn.

Jaarlijks worden die controles herhaald.

Afdeling 2 — Controle van de geluidsniveaus

Art. 29. § 1. In het jaar volgend op de eerste inbedrijfname van een inrichting of van de uitbreiding ervan laat de uitbater op eigen kosten een akoestisch opvolgingsonderzoek van de inrichting uitvoeren. Dat onderzoek heeft betrekking op de geluidsemisies van de inrichting.

De controlemetingen moeten worden uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder, categorie 1 en 2.

§ 2. De meetcampagne wordt op minstens drie representatieve immissiepunten van de verschillende, aan de geluidshinder van inrichting blootgestelde locaties uitgevoerd.

Om de bewaking vlotter te laten verlopen of rekening te houden met de plaatselijke kenmerken, kunnen de bijzondere voorwaarden bepaalde specifieke punten bepalen waar metingen dienen te worden uitgevoerd.

§ 3. Het technisch verslag van de akoestische opvolgingscampagne wordt uiterlijk twaalf maanden na inbedrijfname van het windmolenpark aan de toezichthoudend ambtenaar overgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Herstel in oorspronkelijke staat*

Art. 30. Bij definitieve stopzetting van de uitbating van de windturbines worden de installaties ontmanteld en de funderingen tot minstens twee meter diep vernietigd.

Art. 31. § 1. De funderingsput wordt opgevuld met aarde afkomstig van de afgravingswerken waarbij erover gewaakt wordt dat de oppervlakte bedekt wordt met een laag teeltaarde die even dik is als de gewone laag teeltaarde ter plaatse of, bij aanvoer van aarde op de werf, met potentieel niet-verontreinigde aarde die geen gevaarlijke afvalstoffen bevat en die afkomstig is van een plaats met identiek bodemgebruik als de op te vullen plaats.

§ 2. Noch in massa, noch in volume mag de aarde bedoeld in § 1 het volgende bevatten :

- 1° meer dan 1 % niet-steenachtige materialen zoals plaaster, rubber, isolatiematerialen, dakbedekkingsmaterialen of andere niet-inerte stoffen;
- 2° meer dan 5 % organieke stoffen zoals hout of plantenresten;
- 3° meer dan 5 % steenachtige materialen zoals natuursteen of bouwgruis. Voor wat betreft natuursteen, wordt het percentage begrepen met voorbehoud van natuurstenen die om geologische of historische redenen aanwezig zijn in de aarde van de betrokken locatie.

HOOFDSTUK VI. — *Zekerheid*

Art. 32. Er wordt een zekerheid gesteld voor elke uitbating van een windmolenpark.

Om het bedrag van de zekerheid te bepalen, voegt de uitbater bij zijn vergunningsaanvraag een raming van de kostprijs voor ontmanteling per machine, rekening houdend met de verplichtingen inzake herstel van de plaats in oorspronkelijke toestand en opvulling van de funderingsputten bedoeld in de artikelen 30 en 31.

Deze raming doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de bevoegde overheid om het bedrag van de borgstelling te herzien op grond van het voorafgaandelijk advies van het Departement Bodems en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 33. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt aangevuld als volgt :

"Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een windturbine bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXIX van dit besluit."

Art. 34. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt een laatste lid gewijzigd als volgt :

"Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een windturbine of een windmolenpark bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXIX van dit besluit."

Art. 35. In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt een bij dit besluit gevoegde bijlage XXIX toegevoegd.

Art. 36. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt rubriek 40.10.01.04. vervangen als volgt :

Nummér — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	DEELFACTOREN		
				WG	LWG	BR
40.10.01.04. Windmolenpark : windturbine : Elektromechanisch geheel bestaande uit een mast, afgetopt door een gondel die zelf uitgerust is met een elektriciteitsopwekker waarvan de rotor aangedreven wordt door één of meerdere rotorbladen en die cinetische windenergie ofwel rechtstreeks omzet in elektrische energie ofwel in mechanische energie, waarbij deze laatste energie vervolgens zelf omgezet wordt in elektrische energie. windmolenpark : geheel van één of meerdere windturbines, afgebakend door een omtrek die overeenstemt met de kleinste vlakke veelhoek waarin cirkels ingeschreven zijn waarvan het middelpunt gevormd wordt door de masten waarvan de straal gelijk is aan de draaibeweging van het type ingeplante windturbine, waarbij elke zijde van die veelhoek een tangens vormt met twee cirkels. Een park met twee windturbines is opgenomen in een rechthoek. Een windmolenpark is volledig opgenomen in een cirkel die overeenkomt met de draaibeweging waarvan het middelpunt uit de as van de mast bestaat. 40.10.01.04.01. met een totaalvermogen dat gelijk is aan of hoger is dan 0,1 elektrische MW en lager is dan 0,5 elektrische MW	3					
40.10.01.04.02. met een totaalvermogen dat gelijk is aan of hoger is dan 0,5 elektrische MW en lager is dan 3 elektrische MW	2		DNF, DEBD			
40.10.01.04.03. met een gelijk totaalvermogen dat gelijk is aan of hoger is dan 3 elektrische MW	1	X	DNF, DEBD			

Art. 37. § 1. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen binnen de drie jaar van inwerkingtreding van dit besluit. Onder bestaande inrichting wordt de vergunde inrichting verstaan op datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Dit besluit treedt in werking tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De uitbaters van bestaande windmolenparken laten op eigen kosten een akoestisch opvolgingsonderzoek van de inrichting uitvoeren. Dat onderzoek heeft betrekking op de geluidsemissies van het gezamenlijke windmolenpark.

De controlemetingen moeten worden uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder, categorie 1 en 2. De meetcampagne wordt op minstens drie representatieve immissiepunten van de verschillende, aan de geluidshinder van inrichting blootgestelde locaties uitgevoerd.

Het technisch verslag van de akoestische opvolgingscampagne wordt uiterlijk vijf jaar na inbedrijfname van het windmolenpark aan de toezichthoudend ambtenaar overgemaakt.

Art. 38. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage

Bijlage XXIX

Informatie betreffende de windmolenparken bedoeld in de rubrieken 40.10.01.04.02 en 40.10.01.04.03

1° behoudens indien het akoestisch onderzoek reeds werd uitgevoerd in het milieueffectenonderzoek krachtens artikel R.57 van Boek I van het Milieuwetboek, wordt er een akoestisch onderzoek wordt uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder en volgens de previsionele methodes en geluidsmetingsmethodes die bepaald kunnen worden door de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

2° de voorafgaandelijke adviezen van respectievelijk de militaire overheid, Belgocontrol, het BIPT, de RTBF mocht de inplanting van het windmolenpark zodanig zijn dat de werking van de radars en de luchtvaartbijstand in het kader van de veiligheidsopdrachten van de luchtvaart en de meteorologische veiligheid van de personen en goederen of de werking van de militaire, civiel of wetenschappelijke uitrustingen, de telecommunicatiemedië er significante hinder van kunnen ondervinden, als bedoelde instituten een dergelijk voorafgaandelijk advies hebben verstrekt;

3° volgende informatie voor elke windturbine :

3.1. coördinaten

° ' " N

° ' " O

X = Y = Z =

3.2. hoogte van het obstakel ten opzichte van de bodem : m

hoogte van de bodem : m

hoogte op de tip van de windturbine : m

4° een risico-onderzoek, mocht de inplanting gebeuren in de nabijheid van of binnen in een bestaande bedrijfsruimte, een bestaande industriële bedrijfsruimte of in de nabijheid van elke plaats waar zulke activiteiten, bewaarhuizen of installaties zou kunnen gevestigd zouden kunnen worden en enkel in het geval waarin de aanwezigheid van de windturbines de gevaarlijkheid of het ongevalrisico zou kunnen verhogen;

5° het voorafgaandelijk advies van het departement Natuur en Bossen over de impact van het project op flora, fauna, avifauna en vlermuizenfauna als een dergelijk voorafgaandelijk advies is verstrekt. Mochten er leefmilieucompensaties voorzien zijn voor het project als inoverwegingname van de biodiversiteit, een afschrift van de contracten gesloten met de landeigenaars van de betrokken percelen om bedoelde compensatiemaatregelen geldig ten uitvoer te brengen;

6° een bouwfiiche met het massapercentage van de verschillende materialen gebruikt voor de vervaardiging van de windturbine (epoxy, glasvezel, beton, staal, edelmetalen, oliën, plastic...) en een raming van de kostprijs van de ontmanteling;

7° indien een windturbine of meerdere windturbines in de nabijheid van woningen staan, een slagschaduwonderzoek behalve als dit onderzoek reeds werd uitgevoerd voor het milieueffectenonderzoek krachtens artikel R.57 van Boek I van het Milieuwetboek;

8° bij inplanting van een windturbine in de nabijheid van leidingen voor gas of koolwaterstof houdende stoffen, de nauwkeurige lokalisering ervan op de plaats van inplanting gevoegd bij de vergunningsaanvraag. In voorkomend geval, het voorafgaandelijk advies van de beheerder van de vervoersinfrastructuur, indien een dergelijk voorafgaandelijk advies werd verstrekt, evenals in voorkomend geval een risico-onderzoek waaruit blijkt dat de frequentie van falen toe te schrijven aan een windturbine kleiner blijft dan 10 % van de frequentie van eigen falen van leidingen voor gas of koolwaterstofhoudende stoffen;

9° bij inplanting van een windturbine in de nabijheid van een middel- of een hoogspanningslijn, het voorafgaandelijk advies van de elektrisch vervoersnetbeheerder als een dergelijk voorafgaandelijk advies werd verstrekt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 houdende sectorale voorwaarden voor windmolenparken met een totaalvermogen van 0,5 MW of meer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201512]

20 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Commission européenne, par courrier du 2 août 2013 relatif à la mise en œuvre des dispositions transitoires prévues dans les lignes directrices précitées, engageait la Région wallonne à prendre rapidement des mesures utiles aux termes desquelles elle devrait notifier la prolongation de la carte actuelle des aides à finalité régionale afin de permettre à la Commission d'autoriser cette prolongation avant le 31 décembre 2013 et ce, jusqu'au 30 juin 2014;

Qu'il est impérieux pour la Région wallonne et les entreprises concernées, pour des questions de sécurité juridique et de planification des investissements prévus, de pouvoir adopter un dispositif permettant après le 31 décembre 2013 de continuer à faire bénéficier les entreprises concernées d'incitants financiers et de leur faire connaître les compléments d'aides régionaux qui seront octroyés durant cette prolongation;